

ACTIONS DIRECTES CONTRE LE MONDE 1973-1996

[Contribution à l'histoire de la lutte
contre les nérotechnologies]

volume 2
[DE 1982 A 1996]

★ Black-star
(s)éditions

Black-star (s)éditions tient à remercier chaleureusement toutes les personnes (et elles sont nombreuses) qui se sont tapées l'ingrat et fastidieux boulot de relecture, à relever d'innombrables fautes d'orthographe et typographiques (nous on ne les voyait même plus !), et pour leurs judicieux conseils afin d'éclaircir de nombreux points obscurs de cette brochure (donc de notre esprit ?). Mais malgré ce travail, quelques erreurs doivent certainement subsister... Ce ne sera pas **faute** d'avoir essayé ! Sans vous, on n'en aurait jamais vu le bout. Encore merci.

Il convient avant que commence la lecture de cette brochure d'expliquer un certain nombre de nos choix.

Tout d'abord que le lecteur / la lectrice ne s'attende pas à un argumentaire contre le nucléaire : cette question n'est pas abordée dans les pages qui suivent. Qu'il nous pardonne, mais il y a des livres qui traitent très bien du sujet... La présente brochure ne raconte pas l'histoire de la lutte contre le nucléaire, mais UNE histoire (partielle), celle d'actions directes (en France¹) contre une technologie imposée de force "démocratiquement" à la population.

Partout où les installations nucléaires ont voulu être implantées, il y eut des résistances, plus ou moins violentes. Nous avons donc décidé de mettre en avant des actions directes² dites "radicales". Il nous est arrivé de mentionner des actions réalisées par des groupes citoyennistes³, non pas car nous nous reconnaissons dans leurs idées (bien au contraire !) mais car nous considérons que ces interventions ont leur place dans ces pages car elles relèvent de la pratique de l'action directe.

Cette brochure n'a pas pour but de faire l'apologie d'actions "violentes"⁴, mais plutôt de faire connaître l'histoire de ce type de lutte contre le nucléaire, méconnue et occultée. Il nous semblait bon de faire (re)découvrir ces expériences d'où cette modeste "*contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies*". Que le lecteur / la lectrice ne se méprenne pas en lisant les lignes qui suivent : l'abondance et le caractère spectaculaire de certaines actions ou événements cités peuvent donner l'impression que cette période était pré-insurrectionnelle. Or, il ne faut pas fantasmer ou surestimer le phénomène décrit car ces faits ne furent le fruit que d'un très petit nombre d'individus et ne

¹ Nous traitons de ces luttes en France, mais des résistances se sont aussi organisées dans d'autres pays. Par exemple, Cf. la chronologie de la brochure sur Marco Camenich, *Résignation et complicité* (Ed. Le Déséquilibré) qui répertorie des actions ayant eu lieu en Suisse.

² L'action directe désigne "une action individuelle ou collective exercée sans intermédiaire, contre l'Etat et le patronat [...]. L'action directe s'oppose au collaborationnisme et à l'action parlementaire. Elle peut être légale ou illégale, défensive ou préventive. Sans exclure la violence, elle n'y fait pas recours nécessairement. La grève, le boycottage, le sabotage font partie des formes qu'elle prend généralement". (*Lexique l'anarchisme*, Editions Akatene, 1985).

³ "Nous tendrions plutôt à considérer le citoyennisme comme forme intégrée de contestation qui espère pouvoir rééquilibrer les dysfonctionnements du système économique ou réajuster ses dérives par une meilleure participation des citoyens. La démocratie n'est pas vue comme moyen de s'opposer mais bien d'accompagner le capitalisme. [...] Les citoyennistes ne s'opposent pas, ils demandent une meilleure gestion : La démocratie est vue en tant que partie indissociable du capitalisme dont elle serait la forme politique. Le capitalisme, comme système économique, ne peut fonctionner correctement que s'il est démocratique." (*Le Citoyennisme, prémisses d'un corporatisme citoyen*, disponible sur <http://web.tiscalinet.it/anticitoyennisme>.)

Comme le dit assez bien le groupe "Quelques ennemis du meilleur des mondes" : "Le citoyen est prêt à discuter de tout avec les autorités, devenu son seul horizon et son seul "moyen". Réduit à l'impuissance et dépossédé de tout moyen d'intervention sur les conditions qui lui sont faites, il est même prêt à participer à la cogestion de sa mort." (*OGM : fin de partie*, 2004, p. 21).

⁴ Pour nous la violence est un moyen et non une fin en soi. C'est une tactique de lutte parmi d'autres, qui peut être pertinente à certains moments ; tout comme peuvent l'être des actions non-violentes à d'autres.

reflètent en aucun cas le mouvement antinucléaire dans sa globalité, ni son histoire – ils n’en sont qu’un fragment. Néanmoins on ne peut pas nier que la pratique antinucléaire radicale émanait d’un mouvement plus large (contestataire, révolutionnaire) qui existait alors à cette époque.

SACHANT QUE DES FAITS NE PEUVENT PAS ETRE PLEINEMENT COMPRIS EN DEHORS DE LEUR CONTEXTE, nous invitons fortement le lecteur / la lectrice à s’informer sur la question du nucléaire. Pour avoir une meilleure vision d’ensemble nous avons indiqué dans cette brochure quelques références – livres / brochures / textes / films – qui nous semblaient intéressantes.

La chronologie qui suit n’est pas exhaustive, elle a été essentiellement réalisée à partir du livre *Golfech. Le nucléaire : Implantation et résistances*⁵ édité par le CRAS (Centre de Recherche sur l’Alternative Sociale) de Toulouse en 1999. Celle-ci se termine en 1996 car cet ouvrage, sur lequel nous nous sommes principalement appuyés, s’arrête à cette date. Il faut reconnaître que les pratiques radicales contre le nucléaire ont pratiquement disparu du paysage français bien que d’autres actions aient eu lieu depuis (blocage de train, occupation de tour de refroidissement, etc.).

Nous recommandons vivement la lecture de l’excellent ouvrage *Golfech. Le nucléaire : ...* Outre une présentation détaillée de cette technologie, celui-ci est intéressant car il présente une chronologie sur le nucléaire en général ainsi que sur une lutte en particulier où toutes formes d’actions se sont exprimées. De plus, il contient des photos, des affiches et de nombreux textes de cette période. Celui-ci est d’ailleurs plus que jamais d’actualité avec l’arrivée, ces dernières années, de nouvelles nécrotechnologies (OGM-biotechnologies, nanotechnologies, biométrie, etc.).

Le sujet mérite de s’y intéresser de nouveau (pour les nouvelles générations) au vu de la prolifération nucléaire, du risque de Guerre atomique (déjà utilisatrice de mini charge et d’uranium), du renouvellement du parc nucléaire en France (EPR, ITER⁶), ainsi que du risque d’accident omniprésent (par exemple, celui que la Suède a connu en 2006⁷).

⁵ Editions CRAS, BP 51 026, 31 010 Toulouse, Cedex 6.

⁶ La France possède 58 réacteurs (dits de “deuxième génération”) en fonctionnement, répartis sur 19 centrales nucléaires. C’est parce que la France veut refaire son parc qu’elle teste le Réacteur Pressuré Européen (EPR en anglais – European Pressurized Reactor) à Flamanville, en Normandie. L’EPR est le prototype des réacteurs dit de “troisième génération” censés remplacer la précédente. Vient s’ajouter à cela la construction d’ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) à Cadarache. Cf. les articles de Bernard Louart réunis dans la brochure *ITER ou la fabrique de mal absolu*, mars 2006 (articles parus dans *Archipel*, journal du Forum Civique Européen n°136 & 137, <http://www.foumcivique.org>).

⁷ Le 25 juillet 2006, “à la centrale nucléaire de Forsmark (Suède) un court-circuit dans le réseau électrique extérieur de la centrale a provoqué la perte d’alimentation du réacteur n°1. Le réacteur a alors été stoppé d’un seul coup en raison de la coupure de courant. Tous les écrans de la salle de contrôle se sont éteints simultanément : les opérateurs se sont retrouvés sans les commandes face à un réacteur incontrôlé et incontrôlable. Une seule solution pour éviter la fusion du cœur : mettre en route les quatre générateurs de secours pour alimenter en électricité les pompes de refroidissement du réacteur. Mais aucun n’a démarré spontanément comme il aurait dû le faire dès qu’une panne de

Ajoutons que pour alléger la lecture nous n'avons pas féminisé le texte. Néanmoins nous précisons au lecteur / à la lectrice de ne pas oublier que des femmes comme des hommes ont pris part à cette lutte.

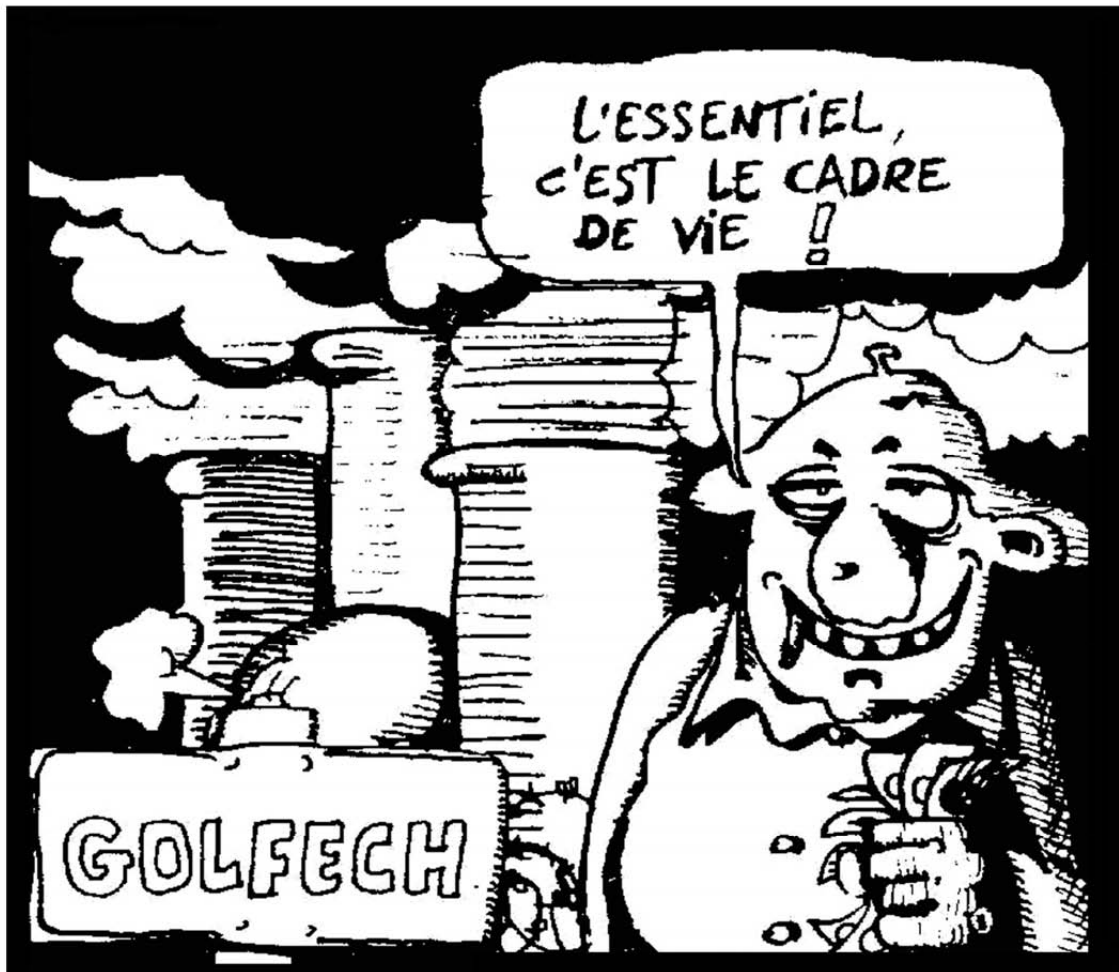
Cette “*Contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies*” est constituée de deux volumes. Le premier couvre la période de 1973 à fin 1981, le second celle de 1982 à 1996.

Black-star (s)éditions, Grignoble / (St)-é, février 2008

**Pour tous commentaires, infos, critiques,
remarques, insultes, etc. :
black-star@no-log.org
Anti-copyright, photocoPillage, diffuse !!!**

l'alimentation extérieure survient. Deux générateurs s'amorcèrent après un temps de latence [...] mais deux autres générateurs n'ont pas répondu. Il semblerait que les batteries des générateurs aient été affectées par le court-circuit. Le cœur ne pouvant plus désormais suffisamment évacuer sa chaleur, il s'est échauffé, le niveau de l'eau dans le circuit primaire a baissé de deux mètres et la pression a dégringolé à 12 bars alors qu'elle doit être maintenue à 70 bars. Dans ces conditions l'accident majeur n'est plus qu'une question de minutes. Or il faudra vingt trois minutes à l'équipe en place pour finalement arriver à démarrer les deux autres générateurs de secours. Vingt trois minutes pendant lesquelles les opérateurs n'ont pas su si le réacteur était vraiment à l'arrêt et si leurs actions avaient les conséquences voulues.[...]" (extrait d'un article paru dans le journal *Sortir du nucléaire*, n°32 / Sept. 06, du "Réseau sortir du nucléaire").

1982



Janvier - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : EDF gagne du terrain

Les réunions du Front commun se précipitent. EDF a acheté des terrains ; elle menace les récalcitrants d'expropriation et fait arpenter par des maîtres-chiens les terrains qu'elle considère déjà comme siens.

Lundi 04 janvier - : Autodafés de registres d'enquête d'utilité publique

Six registres d'observation de l'enquête d'utilité publique de la ligne THT Verfeil-Cubnezais (Golfech-Braud-St-Louis) sont dérobés. L'un est publiquement brûlé à la mairie de Port-Sainte-Marie dans le Lot-et-Garonne. D'autres destructions de registres sont effectuées en janvier dans différentes localités de la région. Le CAN Tonneins (47) et plusieurs comités de défense des communes traversées par la ligne THT Verfeil-Cubnezais (31) s'activent.

Même jour - Bordeaux (33) : Un militant du CAN écope de 4 mois de prison avec sursis pour avoir subtilisé un des dossiers de l'enquête.

Même jour - Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Le siège du PS est attaqué à coup de cocktails molotov.

Lundi 18 janvier - Creys-Malville (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Attentat contre la centrale

Vers 22h30 : attentat au lance-roquettes contre Superphénix. Plusieurs roquettes sont tirées et atteignent le bâtiment abritant le réacteur et une grue. L'attentat est revendiqué par un groupe "écologiste et pacifiste"⁸, qui précise :

⁸ Il existe une cassette vidéo réalisée en 1995 (Arte ?) contenant une interview des auteurs de l'action expliquant leurs motivations et leurs arrestations en 1994. L'auteur du tir à la roquette raconte les actions antinucléaires qu'il a réalisé avec ses amis (dont celle-ci) dans l'ouvrage suivant : Chaïm Nissim, *L'amour et le monstre, roquettes contre Creys-Malville*, Ed. Favre, 2004.

« Nous avons pris toutes les précautions pour qu'il n'y ait ni mort, ni blessé [...] Nous n'avons pas voulu faire du spectaculaire pour du spectaculaire, mais retarder la

construction de cet objet monstrueux, faire réfléchir les gens pour relancer le débat sur le nucléaire en France. »

Mardi 19 janvier - Lyon (69) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Alerte à la bombe

L'alerte se produit dans les locaux de la Nersa, société responsable de la réalisation de Superphénix.

Des réactions :

- L'ARMOS (collectif d'opposition à Superphénix) déclare *“que ces types d'actions ne font pas partie de ses méthodes. Cependant, dans le bain de déception et d'amertume engendré par un gouvernement qui a trahi ses promesses, cela explique que des groupes ou individus soient acculés au désespoir par le recours à de telles méthodes”*.
- La CNAN, contrairement au MEP et RAT (Réseau Amis de la Terre), plus occupés à construire l'alternative politicienne, *“ne désapprouve pas cet attentat de même que ceux qui sont commis fréquemment à Golfech et Chooz”*.
- Les élus communistes du Conseil général de l'Isère condamnent l'attentat et réaffirmèrent *“leur volonté de poursuivre normalement la construction de Superphénix”*.

Samedi 23 janvier - Toulouse (31) : Attaque incendiaire, opération de police

Dans la nuit : Un incendie détruit les locaux de la société Spie-Batignolles travaillant pour Golfech. L'attentat est revendiqué au nom d'un “groupe antinucléaire”.

Mercredi 27 janvier - Lot-et-Garonne (47) : Perquisition

La PJ de Toulouse perquisitionne le domicile d'une militante de SOS Golfech, dont la voiture aurait été aperçue le soir de l'incendie des locaux de Spie-Batignolles à Toulouse, quatre jours auparavant. Perquisition sans suite, qui n'est en fait qu'une intimidation supplémentaire sur une militante antinucléaire connue et active.

Samedi 30 janvier - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation du dernier samedi du mois, affrontements

La manifestation se rend vers le site de la future centrale. Une foreuse est sabotée collectivement. Celle-ci est renversée par les manifestants et les organes les plus fragiles sont systématiquement détruits. Des affrontements ont lieu dans

les prés aux environs d'une propriété achetée par EDF. Au cours d'une charge, un antinucléaire belge, jeune syndicaliste de la FGTB, se retrouve isolé au milieu des casqués. Tabassé et arrêté, il est emmené vers un car de flics. Les manifestants se replient sur le village pour tenter de le récupérer, les cars devant obligatoirement y repasser pour repartir. Plusieurs barrages sont érigés dans Chooz pour freiner voire arrêter le convoi des forces de l'ordre et leur prisonnier. Des essais de négociations pour le faire libérer n'aboutissent pas. Les cars tentent de forcer le passage mais des pierres et des cocktails molotov les accueillent. Après des affrontements, les cars réussissent enfin à passer. Le manifestant est finalement libéré quelques heures plus tard à Givet.

Il y a trente manifestants blessés.

Samedi 27 février - Fumay (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation du dernier samedi du mois, répression brutale

Chooz est totalement occupé par les forces de répression qui empêchent tout rassemblement dans le village. Des antinucléaires de Chooz sont repérés et importunés : intrusions de flics dans les jardins, interdictions de circuler librement dans le village. Un car scolaire ramenant des lycéens de Givet est même stoppé à l'entrée de Chooz. Les jeunes occupants doivent en descendre : bus et cartables (!) sont fouillés.

L'Etat a sorti les grands moyens : 1 200 CRS et gardes mobiles dans la Pointe, 4 hélicoptères dont deux Pumas transporteurs de troupes, deux blindés à roue, etc. C'est au carrefour de Ham, à 2 km de Chooz, que se retrouvent les antinucléaires dont de nombreux Belges. Mais les accès vers Chooz sont bien bloqués. Très vite, des affrontements opposent les manifestants aux casqués. Les blindés entrent en action ; balises et glissières de sécurité sont arrachées pour entraver leurs manœuvres. La manifestation, devant l'impossibilité de parvenir à Chooz, part vers Fumay en voiture. De là, elle prend à pied la direction de la caserne du PSIG [Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie] dont l'installation est due à la centrale. Au quartier du Charnois, devant la caserne, quelques vitres d'appartements et de véhicules privés des gendarmes subissent des dégradations. Mais immédiatement un fort convoi de flics arrive par derrière.

Les premières grenades lacrymogènes sont lancées sur la manifestation. Dans ce quartier de HLM, la violence policière se déchaîne ; la manifestation est disloquée par la brutalité de l'intervention des mobiles, d'autant plus que le terrain est mal connu des antinucléaires et la retraite vers les véhicules coupée. Des manifestants isolés ou en groupes errent dans le quartier du Charnois et dans cette partie de Fumay quadrillés par 500 flics. Quelques affrontements ont lieu à distance, d'autres au corps à corps. Le rapport de force est totalement déséquilibré entre les 300 à 500 manifestants dispersés dont certains ont déjà réussi à fuir le piège, et les centaines de gendarmes mobiles et les membres du

PSIG.

A la nuit tombée : De véritables “ratonnades” se déchaînent pendant de longues heures à Fumay : tabassages en série à coup de pied, de poing, de matraque, de crosse ; gazage à bout portant de manifestants arrêtés ; tabassage aussi dans les locaux du PSIG ; des “bleus” coupent les cheveux de personnes interpellées ; les véhicules des antinucléaires sont systématiquement saccagés ; des passants qui veulent s’interposer sont molestés, matraqués... Un jeune manifestant ardennais est grièvement blessé aux jambes par une grenade offensive. Perdant son sang, se cachant dans les fourrés, il est transporté par un manifestant à l’hôpital de Fumay où il restera trois semaines. Quelques temps auparavant, il avait tenté de trouver du secours dans une maison, où on avait refusé de lui ouvrir... Mais dans l’ensemble, la population fumacienne est écoeurée par la férocité des forces de répression : les portes s’ouvrent pour abriter dans les maisons jusqu’à une douzaine de manifestants ; des Fumaciens, voyant les scènes de tabassage en pleine rue, insultent les flics : “Nazi, SS” et sont eux-mêmes pris à parti... Les journalistes qui assistent à la répression sont empêchés de photographier et menacés violemment par les mobiles. Des pompiers venus porter secours à des manifestants blessés se font matraquer par les “bleus”. Des manifestants arrêtés, après des tabassages très violents, sont largués des cars en rase-campagne après cassage des lunettes et taille des cheveux pour certains. C’est une fois isolée et après bien des difficultés qu’une partie des antinucléaires réussit à se tirer de ce guêpier.

Le bilan est lourd : outre les dizaines d’antinucléaires passés sérieusement à tabac (lèvres ou arcades sourcilières éclatées, yeux pochés, plaies au cuir chevelu, hématomes, etc.), six personnes ont dû être hospitalisées, dont celle gravement blessé entre les jambes. Une vingtaine de véhicules de manifestants et quelques-uns des personnes étrangères à la manifestation ont été saccagés par les mobiles : certains sont hors d’usage.

Un habitant de Chooz est arrêté dans les suites de la manifestation.

Lundi 1^{er} mars - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : **Nouvelle arrestation**

Au matin : C’est un autre membre actif du comité de Chooz qui est arrêté. Tous les deux sont rapidement transférés à Châlons-sur-Marne pour éviter d’éventuelles tentatives de libération.

- Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : **Information sur les violences policières**

Une réunion et une conférence de presse se tient à la Bourse du travail pour dénoncer les violences policières de Fumay. Des manifestants ont été sérieusement blessés par tabassage ou par l’explosion de grenades trafiquées

avec des débris de métal et de plastique. Le Front Commun réunit des témoignages sur la répression de Fumay et publie une brochure intitulée “*Le dossier noir de la police à Chooz*”.

Des réactions :

- Front commun et Front Wallon dénoncent la répression féroce, la volonté des autorités d’en finir avec les manifestations à Chooz et ailleurs, la complicité des gendarmes belges et français, leur refus d’enregistrer les plaintes, l’incarcération des deux Calcéens, le fait que les journalistes aient été empêchés de faire leur travail, etc.
- Même *L’Ardennais* et *L’Union*, d’habitude peu favorables aux antinucléaires, soulignent les débordements systématiques de la violence et de l’acharnement policiers. Les deux journaux évoquent les entraves à l’information et, pour un journaliste de *L’Union*, les menace réitérées à son encontre.
- Le préfet nie, ment effrontément. Ses communiqués sont odieux. Son interview par la presse montre ce digne représentant de l’Etat comme l’égal d’un chef des Zomos (miliciens de l’Etat Polonais) dans son cynisme et son mépris affiché de la vérité. Celui-ci déclare même : “*Je préfère être responsable d’un trop que d’un pas assez.*”
- Le gouvernement dit socialiste “couvre” par son mutisme la répression policière de Fumay ainsi que les mensonges du préfet.
- La fédération du parti socialiste des Ardennes se refuse à “porter suspicion” sur le gouvernement de “l’union de la gauche” et à remettre en cause les décisions venues d’en haut.

Mercredi 03 mars - Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation contre la répression

500 personnes (sans les “socialistes”) manifestent pour dénoncer les brutalités policières de Fumay et réclamer la libération des deux de Chooz. De retour aux véhicules, comme souvent dans la Pointe, des manifestants retrouvent leurs pneus crevés.

Inculpés pour avoir participé à l’attaque contre le PSIG, les deux Calcéens ont été choisis dans le but de casser la dynamique de lutte au village. Après une semaine de détention et devant les contradictions des flics témoignant à charge, ils sont libérés. L’un d’eux avait été obligé de signer des déclarations inexactes après un tabassage au PSIG. Néanmoins ils sont toujours inculpés, ainsi que trois Revinois, et restent sous contrôle judiciaire.

Jeudi 04 mars - Dans la Pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Elections cantonales perturbées, les ouvriers de la Chiers entrent dans la danse

[Alors touchés par une restructuration, les sidérurgistes de l'usine Vireux (groupe nationalisé Usinor) entrent dans un conflit social qui va durer des années et renouent avec une vieille tradition ouvrière ardennaise : l'action directe.]

Dans quatre bureaux de la Pointe, les urnes sont dérobées au cours d'actions commandos d'ouvriers masqués. De l'huile de vidange est déversée à l'intérieur et les urnes sont déposées devant les grilles de la SENA [Société d'Energie Nucléaire franco-belge des Ardennes – Chooz A]. Le dépôt des urnes souillées indique le refus du reclassement à Chooz. Il y a aussi dans la Chiers un groupe informel, mais conséquent, d'ouvriers antinucléaires. Avec le vol des urnes s'esquisse lentement une convergence entre sidérurgistes et antinucléaires face à des adversaires communs.

Treize personnes sont arrêtées pour ces actes (aucune ne sera poursuivie). La route nationale 51 et la voie ferrée sont bloquées pendant 48 heures par les sidérurgistes en soutien aux treize arrêtés. Soutien du Front Commun aux ouvriers de la Chiers.

Fin mars - Vireux (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La jonction se réalise

La manifestation appelée par le Front d'Action part de Vireux vers Chooz. Les accrochages commencent au pont de Hierges. Désavantagées par un vent qui leur renvoie leurs propres gaz, les forces de l'ordre reculent de longs kilomètres jusqu'au carrefour de Chooz et de Ham. Là, comme le mois précédent, les choses restent bloquées. Dans l'impossibilité d'atteindre Chooz, la manifestation regagne Vireux où devant la Chiers, sur le pont de Viroin (RN 51), des sidérurgistes ont dressé un barrage conséquent. Sur des affichettes décorant le barrage fait de lourds lingots d'acier : "Des emplois à la Chiers, pas dans le nucléaire". C'est la jonction entre lutte sociale et lutte contre Chooz-B : ouvriers et antinucléaires se mêlent, discutent, fraternisent. En fait, la jonction se fait naturellement car des sidérurgistes venaient à Chooz dès la première enquête par conviction antinucléaire. Même si les identités de vue de sont pas totales – les sidérurgistes de l'intersyndicale ne sont pas tous antinucléaires et les antinucléaires ne sont pas tous intéressés par le maintien de l'activité de la Chiers, il ya une forte entente (solidarité, détermination) et les deux luttes se lient de façon durable.

Au cours de la nuit : C'est ensemble que les antinucléaires et sidérurgistes luttent contre le convoi de flics qui retourne sur Charleville. Blindés en tête, le convoi de quarante véhicules – cars, camions bâchés, fourgons, véhicules légers

des gradés – réussit à passer après bien des difficultés : barrages, jets de pierres, de boulons, de cocktails...

Vendredi 16 avril - : Intervention artistique

Dans un communiqué envoyé à la presse, le groupe “International Acte noir sur Fond noir” revendique plusieurs actions à Toulouse et à Paris : faux sondage de la Sofres envoyé pour dépouillement au journal *Libération*, fausse circulaire du gouvernement décidant la suspension du programme électronucléaire français, faux appel de militants du PS de Toulouse contre Golfech, faux appel de six ingénieurs de la Direction départementale de l’équipement demandant l’arrêt de la construction de Golfech. Le communiqué se termine ainsi : « Chacun aura compris que nous sommes les Malevitch⁹ de l’activité politico-subversive. »

Mardi 20 avril - Bédarnes (82) : Sabotage

La société Osagra qui exploite une carrière et qui fournit des matériaux pour le chantier de Golfech est la cible d’un attentat. Neuf engins de chantier ainsi que des installations de concassage sont détruits. La facture s’élève à 4 millions de Fr. [60 700 €] de dégâts. Le lendemain, le groupe “Furax” envoie un communiqué à la presse

⁹ Kazimir Malevitch (1878-1935), peintre russe, a créé une catégorie de l’Art abstrait nommée *Suprématisme* qui atteint son apogée en 1918 avec son célèbre tableau *Carré blanc sur fond blanc*. Cette œuvre est plus connue grâce à la vulgarisation réalisée par les Inconnus dans le film *Les Trois frères* avec “le monochrome de White Man”. ☺

A chantage économique, Sabotage économique

- Chooz, l'état de siège

Le pouvoir innove face aux manifestants antinucléaires. Il met en place un dispositif policier délirant, ferme la frontière et le département, remet en cause le droit de manifester.

- Malville, le pouvoir innove

Lui qui s'était fait le "champion" de la concertation dédaigne recevoir les marcheurs et leur envoie des flics.

- Golfech, le pouvoir innove

Il nous apprend l'art de se payer des élus à vil prix. Le Conseil régional Midi-Pyrénées, opposé à la centrale jusqu'au 10 mai, vient de se renier en se vendant à EDF pour la maudite somme de 10 millions de francs [1 517 450 €] l'an.

Ces exemples doivent être ce que Mitterrand appelle "un grand débat démocratique". L'opposition de la population et des mairies, les manifestations pacifiques et violentes, les attentats qui ont déjà coûté 4 milliards à EDF, tous cela n'a pas suffi : les travaux continuent à Golfech.

Cette décision n'entame pas notre froide détermination qui, pour aujourd'hui, revêt la forme d'un sabotage économique des entreprises travaillant pour le nucléaire. La victime de lundi soir est la carrière de Bédarnes qui fournit Golfech en pierraille de toutes formes et de toutes couleurs.

Signé "Furax"

Samedi 24 avril - Vers Hièrges (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation, très faible mobilisation

Le bouclage de la Pointe est de plus en plus dense et large chaque samedi de fin de mois. Ces manifestations sont bien sûr interdites. Partie de Doische en Belgique, la manif parvient à la frontière entre Vaucelles et Hièrges, village français. On s'affronte non loin du village. Le conseil municipal a voté pour la centrale mais une bonne partie de la population exprime son refus de la présence des forces de répression. Il ya 500 personnes face à 1 000 flics en raison des nombreux contrôles et de la fermeture de la frontière belge. Après plusieurs tentatives de passer la frontière, les manifestants se dispersent en fin d'après-midi. Ont lieu 14 interpellations.

Jeudi 06 mai - Foisches (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque à l'explosif

Un pylône haute tension est détruit par une explosion. L'action est revendiquée par V.V. (Vireux Vivra : groupe clandestin de sidérurgistes qui opère une série d'attentats contre diverses cibles) "Vireux Vivra, Chooz sautera" devient le slogan commun des antinucléaires et de certains sidérurgistes.

Vendredi 07 mai - Montauban (82) : Procès d'antinucléaires

Procès contre les 3 antinucléaires interpellés le soir de la manifestation du 29 novembre 1981 à Golfech.

[Ce soir là, ils avaient été emmenés sur le site où ils avaient été tabassés et injuriés par les vigiles et les gardes mobiles. Puis conduits ensuite à la brigade de Moissac où le même traitement leur avait été infligé, ils avaient reconnus au bout de plusieurs heures de ce genre d'interrogatoire avoir transporté une musette contenant des cocktails molotov. Cette musette leur avait été transmise au cours du repli de la manifestation. Sachant ce qu'elle contenait, il était hors de question pour eux (et on les comprend) de les jeter n'importe où. Ainsi, ils l'avaient dissimulé plus tard hors de la ville dans un bosquet. Les coups pleuvant et en ayant assez, ils indiquaient aux cogens où se trouvait la musette, sûrs de leur bon droit. Or ceux-ci les avaient déférés au parquet où ils avaient été inculpés de "participation à attroupement armé", puis libérés.]

Vendredi 21 mai - Montauban (82) Rendu du jugement des 3 antinucléaires

Chacun écope de 9 mois de prison avec sursis et 1 500 Fr. [228 €] d'amende.

Week-end (Pentecôte) du 29 et 30 mai - Valence-d'Agen (82) : 1 000 participants

Samedi 29 :

- Castelnau-dary (11) : La chute du Niagara

Vers 05h : La péniche Niagara qui accueille l'exposition d'EDF "Les chemins de l'électricité", est coulée par une charge explosive déposée à l'avant. Partie de Beaucaire, dans le Gard, le 03 mai dernier, la péniche devait rejoindre Toulouse mais EDF avait préféré, semble-t-il, retarder son arrivée dans la ville rose. Niagara devait par la suite effectuer une tournée de propagande dans le sud de la France. La DGSE [Direction Générale de la Sécurité Extérieure] n'a rien à voir dans cette opération¹⁰ et ce sont les "petits malouins" qui revendiquent le sabordage peu après :

¹⁰ Référence à l'attentat perpétré par la DGSE contre le chalutier "Rainbow warrior" de "Greenpeace", le 10.07.1985, pour l'empêcher de se rendre à l'atoll de Muruoa (Polynésie Française) où ont lieu des essais nucléaires français. L'attentat fait un mort, un militant de "Greenpeace".

« C'est en toute légitimité que nous avons décidé de torpiller le navire ennemi... Nous apprécions l'habileté de nos commandos sous-marins

qui ont réussi à couler le vaisseau sans porter atteinte à la vie de l'équipage... Les solutions pacifiques sont maintenant épuisées. »

Même jour - Toulouse (31) : Découverte d'explosifs

Dans la matinée : Le dispositif d'allumage n'ayant pas fonctionné, des explosifs sont découverts devant la société SEVIP (Société Européenne de Vigilance Industrielle et Privée) assurant la surveillance de la centrale de Golfech.

Même jour - Golfech (82) : Faible mobilisation

La fête et la manifestation rassemblent peu de monde : entre 500 et 1 000 personnes (les organisateurs en espéraient 5 000).

Même jour - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Fête antinucléaire, visite perturbée

Pas de manifestation du dernier samedi du mois mais une fête antinucléaire qui réunit plusieurs milliers de personnes et où les ouvriers de la Chiers tiennent un stand. Meeting de l'intersyndicale (CFDT, FO, CGC [Confédération Générale des Cadres] sauf la CGT – majoritaire dans l'usine – car elle privilégie les négociations globales au sommet. De plus, elle est pronucléaire comme le PCF) qui déclare : *“Il n'est pas exclu de nous voir aux côtés des antinucléaires dans leurs prochaines manifestations, voire même de prolonger leurs actions les autres jours du mois”*.

Un car venant en visite à Chooz est arrêté : ce sont des participants d'un congrès européen de producteurs d'électricité.

Dimanche 30 :

- Valence d'agen (82) : En début d'après midi : Après une assemblée générale houleuse où s'affrontent ceux qui veulent marcher sur la centrale et ceux qui, compte tenu du faible nombre de manifestants et de l'échec de la rencontre avec la population le matin, jugent inutile la manif “offensive”.

15h : Alors que 500 personnes s'apprêtent à partir vers le site, les flics, qui sont aussi nombreux que les manifestants, arrosent le stade de grenades au chlore. Une partie des manifestants parvient à barrer la nationale 113 qui est rapidement dégagée par les CRS. Un semi-remorque est placé sur la voie ferrée Toulouse - Bordeaux et tient quelques temps. Les gardes mobiles pourchassent alors les petits groupes, s'ensuit la plus longue charge de flics (en camion) de l'histoire de Golfech : Valence-d'Agen - Moissac [à peu près 15 km].

Nuit du mercredi 02 au jeudi 03 juin - : Série d'attentats

Les actes sont revendiqués dans un communiqué par les “rescapés de Golfech”.

- **Albi (81) :** Bombe devant la subdivision des services EDF.
- **Perpignan (66) :** 4 charges devant la nouvelle gendarmerie, 4 voitures EDF détruites au centre EDF (20 millions de centimes de Fr.[30 350 €] de dégâts).
- **Fraisse-Cabardès (11) :** Destruction d'un pylône servant de support à la ligne THT (100 millions de Fr. [15 000 000 €] de dégâts).
- **Toulouse (31) :** Bombe posée devant le central de signalisation urbaine de la police. Peu de dégâts. Tirs de chevrotines contre le domicile du député socialiste, M. Louis Lareng.

Des réactions :

- Dans *La Dépêche* et *L'Indépendant* de Perpignan du 4 juin, à la suite des attentats, protestation de la fédération du PS de la Haute-Garonne qui, à propos des tirs de chevrotines sur l'habitation du député Lareng, déclare que cela *“démontre la volonté de groupes extrémistes et irresponsables de s'attaquer aux personnes et aux biens refusant par là même le débat d'idées”*.

Dans les Pyrénées-Orientales :

- Le syndicat FO du centre EDF *“dénonce avec vigueur de tels actes qui ne peuvent être le fait que de fous, d'extrémistes réactionnaires”*.
- La CGT EDF-GDF s'insurge contre de telles pratiques déclarant qu'à propos de la politique énergétique du pays *“l'utilisation de la production nucléaire dans le respect des règles de sûreté et de sécurité au stade actuel du développement des sciences et des techniques, constitue un volet indispensable d'une politique énergétique répondant aux besoins de la population”*.

Ci-dessous, le communiqué de presse des “rescapés de Golfech” :

EDF + PS = (CRS)

Une fois encore, le pouvoir nous a rappelé son attachement profond aux institutions démocratiques de notre pays. En effet, au cours de la manif du 29-30 mai à Valence d'Agén, 3 000 gardes mobiles et 500 civils ont participé au grand débat démocratique promis par le PS sur l'énergie nucléaire.

Ayant eu le plus grand mal à exprimer notre point de vue en cette occasion, nous avons décidé de frapper aux portes et aux fenêtres des organisations de ces festivités : EDF, flics et assimilés, PS dont la liste suit :

•Perpignan : gendarmerie, centre administratif EDF.

•Toulouse : chevrotines contre Lareng PS, central signalisation urbaine.

•Albi : centre EDF.

•Montpellier : 22 longs rifles sur la mairie, PS, bureau départemental EDF.

•Carcassonne : à Fraisse-Cabardès, pylône THT.

Pour ce qui est de l'EDF et des flics divers, notre devise est et sera toujours : pas de quartier. En ce qui concerne notre Parti socialiste préféré, il est clair qu'après avoir tant couru, nous ne marchons plus. On ne nous fera plus jamais prendre

une rose pour autre chose qu'une grenade offensive. A Golfech comme ailleurs, leurs arguments sont simples : pif, paf, boum. Notre ri-

poste se devait de l'être aussi. A bientôt pour de nouvelles aventures.

Vendredi 04 juin - Toulouse (31) : Opération de police

Au petit matin : Une dizaine de personnes parmi les membres du CANT et leurs proches sont interpellées et entendues pendant une trentaine d'heures au sujet des attentats réalisés par les “rescapés de Golfech”. Des opérations similaires ont lieu également à Montpellier, Perpignan et dans l'Aude.

Mardi 15 juin - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

Une manifestation commune de sidérurgistes et d'antinucléaires met à sac le hall d'accueil de la centrale de Chooz A. Il est incendié en fin de manifestation.

Jeudi 17 juin - Dans la Pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Action sur la rivière qui irrigue la centrale

Des arbres sont abattus sur la Meuse afin d'endommager le barrage. L'action est revendiquée V.V.

Samedi 19 juin - Revin (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Le garage de district GDF / EDF est incendié. L'action est revendiquée par V.V.

Lundi 21 juin - Dans la Pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Un poste-frontière et un camion de chantier sont brûlés. Actions revendiquées par V.V.

Vendredi 25 juin - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Les travaux débutent à Chooz, la route d'accès au chantier de la future centrale s'élargit. Un engin de chantier (une machine à enterrer les câbles) est incendié. L'acte est revendiqué par téléphone par un des “64 %” [référence au référendum de 1979 où le “non” à la nouvelle centrale l'avait emporté]. Les dégâts sont estimés à 600 000 Fr. [91 000 €].

Samedi 26 juin - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :
Manifestation commune des antinucléaires et des ouvriers de la Chiers du dernier samedi du mois, plusieurs centaines de manifestants tiennent en échec un millier de flics

C'est la marche Chooz - Vireux appelée par l'intersyndicale de la SASC [Société des Aciers Spéciaux de la Chiers] et par le Front commun. Après dislocation de la manifestation pacifique de 600 à 1 000 personnes, des affrontements très durs opposent les sidérurgistes et les antinucléaires, retranchés dans la Chiers, aux CRS et gardes mobiles. Des échanges nourris de boulons et de billes d'acier contre grenades lacrymogènes et déflagrantes se poursuivent pendant des heures. Au cours d'une action, sidérurgistes et antinucléaires empruntent un discret passage qui relie l'usine principale au bâtiment de parachèvement en passant sur le Viroin et sous la route de Najauge. Dans ce bâtiment, après maints efforts, ils réussissent à pousser un grand wagon plate-forme à l'extérieur et l'immobilisent en travers de la chaussée pour bloquer les blindés qui manœuvrent plus loin. Un véhicule militaire, venu dépanner un blindé en difficulté, est stoppé par ce barrage imprévu. Ses occupants sont évacués et protégés par des sidérurgistes. Le camion est rapidement incendié. Dans une cour éloignée des lieux d'affrontement, une fillette de cinq ans est sérieusement blessée par une grenade tirée au hasard par les flics. L'exaspération causée par cette violence policière aveugle fait sortir un fusil pour tirer sur les flics. Il faut la force de persuasion et le sang-froid de sidérurgistes et d'antinucleaires présents pour éviter l'escalade.

Des journalistes sont pris pour cibles de tirs tendus de la part des casqués, et ce malgré leur brassard identifiant la presse. Plusieurs manifestants sont sérieusement blessés. Un Saint-Quentinois est blessé à plusieurs centaines de mètres des affrontements auquel il ne participait pas. Une grenade déflagrante trafiquée, probablement tirée d'un blindé, lui crible le dos de débris de zinc et lui abîme un tympan. Inconscient, il est évacué par les pompiers à l'hôpital de Fumay où le personnel cache sa présence aux flics venus faire la "tourné" des lieux de soins. Un habitant d'un village de la Pointe subit une grave facture à la tête à cause d'un projectile lancé vraisemblablement par un manifestant imprudent. Les affrontements se terminent en début de soirée.

Bilan : 13 blessés chez les flics, et 10 personnes interpellées.

Samedi 31 juillet - Vireux (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :
Manifestation du dernier samedi du mois, affrontements

Les derniers samedi continuent à Vireux, Chooz étant rendu inaccessible par le dispositif policier.

Deux heures d'affrontements. Barrages, dégagements par les forces de répressions, attaques des convois de flics. Un atelier d'entretien de l'usine est saccagé, ce qui provoque la colère d'une partie des ouvriers.

Mardi 03 août - Toulouse (31) : Arrestation et soutien

Arrestation et mise en détention d'un militant antinucléaire accusé de détention de détonateurs, mèches et engins artisanaux. Il est arrêté après la découverte accidentelle d'un garage lui servant de cache, dans le quartier du Mirail.

Diverses actions sont menées pour informer l'opinion publique et obtenir sa libération.

[Par exemple, le 27 octobre, à Toulouse, ses amis et complices lâcheront des ballons et des tracts pour exiger sa libération. Dans le tract, ses amis rappelleront « qu'il reconnaît avoir stocké ce matériel en relation avec la lutte qu'il mène contre l'implantation de la centrale nucléaire à Golfech. Il est prouvé par ailleurs que ce matériel n'a jamais été utilisé ». Le 04 novembre, après trois petits mois de détention à la prison Saint-Michel, il obtiendra une liberté provisoire. Il sera jugé le 11 mai 1983 et prendra, ironie du sort, 3 mois de prison avec sursis.]

Jeudi 19 août - Toulouse (31) : Attaque à l'explosif

Les locaux de l'entreprise Dodin, qui travaille pour le compte d'EDF sur Golfech, sont partiellement détruits par une charge d'explosifs. L'attentat n'est pas été revendiqué. Dodin fabrique les ponts et les voies d'accès de la centrale.

Dimanche 12 septembre - Près de Rethel (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Nouvelle action de V.V.

Un convoi exceptionnel (un camion pelleteuse à destination du chantier) est incendié. L'action est revendiquée par "Vireux vivra ou Chooz II sautera".

Samedi 25 septembre - Vireux (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation du samedi de fin du mois, traquenard réussi, destruction de clôtures

Douze heures d'affrontements. Sept arrestations dont quatre parisiens qui sont écroués pour transport d'armes, participation à une manifestation armée et vol de voiture.

Lors de l'une de ces manifestations [nous ne sommes pas certain que les faits qui suivent correspondent à cette date], des véhicules blindés de reconnaissance dégagent les barrages à Vireux et signalent comme étant libre le passage au reste du convoi policier. Dans l'intervalle, cependant, un barrage de grumes est refait par les manifestants et stoppe cependant de longues minutes les cars, camions bâchés et véhicules légers des gradés en plein Vireux. Le convoi arrêté est assailli de toutes parts. Depuis la cour d'une école, des sidérurgistes envoient sur les flics des grenades lacrymogènes récupérées intactes lors de précédents

affrontements. L'éclairage public a été coupé au moment opportun et c'est dans le noir que les flics répliquent : ils ignorent la présence d'un grillage qui leur renvoie leurs projectiles, grenades déflagrantes et lacrymogènes. Dans les cars et les camions bâchés, c'est la panique ; asphyxiés et assourdis, les flics goûtent leur camelote. A l'arrière, le convoi est assailli à coup de pierres et de cocktails incendiaires. Finalement, et non sans mal, le convoi réussit à se dégager du piège.

- Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Une clôture provisoire autour du chantier de Chooz B est arrachée sur plusieurs centaines de mètres.

Lundi 27 septembre - Colomiers (31) : Attentat

0h45 : Une charge d'explosifs endommage sérieusement le domicile d'Alex Raymond, président PS du Conseil Régional de Midi-Pyrénées et député-maire de Colomiers qui a signé le protocole d'accord entre EDF et la région sur l'implantation de la centrale. Cet attentat survient le jour même de la visite de François Mitterrand en Midi-Pyrénées.

Le matin : Le GIGN (Groupe d'Intervention contre la Gauche Nucléaire) revendique l'action.

Dans *La Dépêche* des 28-29 septembre et du 1^{er} octobre 1982, diverses réactions après l'explosion :

- Alex Raymond [Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées, PS] déclare : *“Je ne comprends pas [...] il s'agit d'un acte purement gratuit [...] l'opinion jugera”*.

- Le PS, lui *“se déclare choqué et profondément bouleversé par l'attentat dont a été victime cette nuit Alex Raymond [...] Devant ces provocations, la gauche doit se mobiliser et affirmer sa détermination d'œuvrer pour le changement en soutenant l'action du président de la République. Pour le changement, contre les attentats de toutes sortes, pour la paix.”*

- Le Conseil municipal de Colomiers *“tient à affirmer sa solidarité à son maire et soutient ses actions”* et trouve le procédé *“injustifiable”*.

- La FEN (Fédération de l'Éducation Nationale) de la Haute-Garonne dit : *“des procédés s'apparentant au fascisme”*.

- La CFDT de la Haute-Garonne *“qui est opposée au nucléaire condamne avec fermeté les attentats commis au nom de l'opposition nucléaire”*.

Jeudi 14 octobre - Toulouse (31) : Le PS dans les choux

03h30 : Le siège de la fédération du PS de Haute-Garonne est pulvérisé par une charge d'explosifs. La presse parle de 15 à 20 kg de dynamite. L'ensemble de la presse et des groupes politiques de la région s'empressent de dénoncer *“l'odieux”*

attentat. Celui-ci n'est pas revendiqué, mais une inscription est retrouvée sur un des murs de l'immeuble: "A Vireux, à Chooz, les CRS, en Pologne, la milice, sont contre les ouvriers et les travailleurs".

Vers 17h : 250 à 300 personnes se sont rassemblées devant les locaux dévastés du PS, rue Lejeune. Des responsables du Parti communiste et MRG sont présents. Tony Briançon, secrétaire départemental du PS, condamne au micro "*la violence exercée contre les partis de gauche*", précisant quant aux auteurs que son "*naturel démocratique lui fait soupçonner l'extrême droite*" (Toulouse-Matin, 15.10.1982).

Dimanche 24 octobre - Nogaro (32) : Pousse-café

Un engin explosif (gros pétard?) atterrit contre la maison de Lydie Dupuy, députée socialiste du Gers. De légers dégâts viennent troubler le repas familial ainsi que Bertrand Delanoë, porte-parole du PS, invité. Le "pousse-café" détonnant ne sera pas revendiqué. Il s'agit peut être d'un geste de producteurs d'Armagnac et de Floc, furieux contre Lydie qui a voté une augmentation de la taxe sur les alcools.

Lundi 25 octobre - Revin (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Destruction des locaux d'EDF

L'intersyndicale et des sidérurgistes organisent un arrêt de travail à la Chiers et le départ en car pour 200 d'entre eux pour aller saccager la perception de Fumay et le siège de district EDF à Revin.

Samedi 30 octobre - Dans la Pointe [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Création de médias alternatifs, pas de manifestation du samedi mais affrontements

"Radio la Pointe" est lancée en remplacement de la radio "Chooz'f qui peut" qui émettait épisodiquement. Un nouveau journal est créé, lui aussi intitulé la Pointe et sous-titrée "mensuel issu de la résistance des Ardennais de la Pointe", allusion ironique à la presse locale. Ces deux nouveaux moyens d'information sont les outils des deux luttes, antinucléaire et sidérurgiste.

Même jour - Vireux (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Nouveaux affrontements

Le soir : Sidérurgistes et antinucléaires se retrouvent à Vireux pour affronter les flics jusqu'au matin. Blocage des deux ponts et attaque de la gendarmerie du village. Deux sidérurgistes sont arrêtés et tabassés. Il y a également quatre interpellés. L'intersyndicale exige leur libération qui a lieu le lendemain matin.

Mercredi 10 novembre - Villers-le-Tourneur (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attentat

Une pelleteuse d'Urano (entreprise ardennaise de travaux publics participant au chantier de Chooz B) est détruite par une bombe incendiaire artisanale. Le même dispositif, effectué également sur une niveleuse, ne fonctionne pas.

Même jour - Revin et Givet (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Rassemblement pour les inculpés

Un rassemblement antinucléaire a lieu devant les gendarmeries de ces villes respectives. Ils obtiennent l'élargissement de leur contrôle judiciaire.

Lundi 22 novembre - Saint-Sardos (82) : Des armes et des explosifs

Les gendarmes, alertés par des chasseurs, découvrent dans un bois deux malles d'armes et d'explosifs. Les trois occupants de la ferme voisine sont aussitôt arrêtés et écroués à la prison "Beau-Soleil" de Montauban. Après analyse policière, les explosifs retrouvés sont de la dynamite F15, ils feraient partie d'un lot dérobé en Ariège, quelques temps auparavant, et auraient déjà été utilisés dans des attentats antinucléaires dans les régions de Golfech.

La personnalité et l'engagement politique des trois incarcérés provoquent un véritable délire médiatique. La presse locale et nationale fait les gros titres sur la filière sud-ouest de l'organisation Action Directe¹¹, le terrorisme international, le grand banditisme et bien sûr l'amalgame est fait avec les actions antinucléaires. En fait aucun élément ne permet de faire le lien entre le matériel découvert et les personnes incarcérées et encore moins avec des actions contre Golfech. La baudruche se dégonfle très vite, avec la libération quelques jours plus tard des deux premières personnes et après huit mois de prison préventive, de la troisième à qui la police avait fait endosser la propriété du matériel.

Huit mois de prison pour rien.

Il n'y eut jamais de personne condamnée dans cette affaire.

Même jour - : "Les chemins de l'électricité" tombent à l'eau

EDF décide, à la suite de nouvelles menaces, d'annuler l'exposition montée sur la péniche Niagara. Remise à neuf, après l'attentat du 30.05.1982, elle devait reprendre son périple dans le Sud-Ouest... C'est la chute de Niagara !

Mardi 23 novembre - Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Procès des quatre Parisiens

¹¹ Organisation de lutte armée française de 1978 à 1987. Certains de ses membres sont encore incarcérés. AD a menée plus d'une vingtaine d'attentats contre le patronat, les forces répressives (DST, GIGN, Armée) et contre des organisations internationales (FMI, OTAN), entre autres.

Les Parisiens écroués à Châlons-sur-Marne depuis septembre passent en procès. Trois sont libérés en attente du délibéré le 14 décembre.

Samedi 27 novembre - Chooz [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Manifestation du dernier samedi du mois

Affrontements habituels.

Dimanche 12 décembre - Dans la Pointe [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Un camion pelleteuse est incendié (action revendiquée par “Vireux vivra ou Chooz II sautera”).

Lundi 13 décembre - Toulouse (31) : Perquisitions et interpellations

[Fin novembre 1982, le hasard ou le propriétaire mène le SRPJ de Toulouse à une cache située au centre-ville ; il y découvre 80 kg de dynamite, des détonateurs. D’après les enquêteurs, ces explosifs font partie d’un lot de 200 kg volé en mai 1982 sur un chantier EDF dans l’Ariège. Pendant trois semaines, la PJ, espérant la venue du locataire, met en place une souricière qui ne donne aucun résultat.]

Le 13 décembre, sur commission rogatoire d’un juge d’instruction du Parquet de Foix (Ariège), la PJ interpelle deux militants libertaires qui seront relâchés, pour le dernier, après 48 heures de garde à vue. Une perquisition a également lieu dans les locaux du CRSA¹² sans qu’aucun membre de l’association ne soit présent. Les locaux sont mis à sac, des documents, du courrier et trois machines à écrire appartenant au CRSA sont emportées et mis sous scellés (ces documents et machines n’ont toujours pas été restitués). Trois jours plus tard, la personne prêtant le local au CRSA se présente à la PJ. Elle est longuement interrogée (garde à vue de 24h) sur les activités de l’association de même que sur la prise en charge du journal *Toulouse haute tension*, ainsi que sur tout ce qui concerne les archives de la lutte antinucléaire de Golfech.

Jeudi 16 décembre - Toulouse (31) : Action de représailles

Charge d'explosifs contre les locaux de la direction régionale de la CGE-Alsthom, spécialisée dans l'appareillage électrique et qui participe aux travaux de la centrale. Le lendemain, le groupe EDF (Expression Du Futur) revendique auprès de Canal-Sud (radio libre, ex Radio Barbe Rouge) l'opération par un

¹² CRSA : Centre de Recherche Social Anti-autoritaire (créé en 1981), dont l’activité était d’archiver et d’éditer tout style de document se rapportant à l’histoire sociale. Le CRAS (Centre de Recherche sur l’Alternative Sociale) est le prolongement de cette association. Le matériel emporté par la police ne sera jamais restitué.

communiqué titré « Non au nucléaire et à Golfech ».

Le texte fait allusion à Claude-Henry Mathais (dont le corps a été retrouvé la semaine dernière dans la Garonne¹³) ; il souligne l'activité de la société CGE (Compagnie Générale des Eaux) Alstom et se termine sur ces mots « face à ce qu'ils nous font subir et aux risques que comporterait la mise en route d'une telle centrale, notre réponse est mince mais nous ferons des progrès ».

Pour *La Dépêche* du 17 novembre 1982 : “*Ce nouvel acte de terrorisme*” confirme les propos de M. Ques, directeur du SRPJ de Toulouse qui, lors d'une récente conférence de presse, affirmait que “*d'autres dépôts d'armes et d'explosifs se trouvaient encore à Toulouse et dans sa banlieue*”.

Courant décembre - [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Découverte embarrassante

Un antinucléaire travaillant aux Télécoms découvre que le porte-parole du Front commun était placé sur écoute téléphonique illégale – non autorisée par une autorité judiciaire. Il paraît probable que d'autres antinucléaires sont aussi illégalement écoutés, notamment les plus actifs des Calcéens... Ce que dément bien sûr la préfecture.

Jeudi 23 décembre - Toulouse (31) : Eclat médiatique

01h25 : La station régionale de FR3 Toulouse-Midi-Pyrénées est sérieusement touchée par une puissante charge d'explosifs.

L'engin a été déposé à l'intérieur des locaux abritant le centre distributeur de modulation. Les dégâts sont évalués à plus de 5 millions de Fr. [758 700 €]. Les émissions ont pu continuer presque normalement, des appareils de secours ayant

¹³ Claude Henry Mathais était un militant antinucléaire, membre de la coordination régionale et nationale. Il disparu dans la nuit du 10 au 11 novembre 1982. Le 8 décembre, son corps est retrouvé dans la Garonne. Le 13 janvier, on apprend qu'une dispute avec Floréal Bujan, son associé professionnel et son camarade de lutte, aurait mal tourné et entraîné sa mort. Ce qui fut un drame malheureux et un décès accidentel allait devenir l'affaire Mathais. Vingt jours après sa disparition, la presse locale et nationale s'empare de sa mort et salit sa vie pour en faire un fait divers. Les journalistes, véritables charognards, vont décortiquer son intimité pour la donner en pâture aux lecteurs et auditeurs avides de sensations fortes. Les hypothèses les plus sordides sont évoquées : le crime crapuleux, œuvre de gitans ou auto-stoppeurs ; l'affaire de mœurs sur fond d'homosexualité ; le règlement de comptes entre “durs” et “mous” du mouvement antinucléaire ; l'élimination d'un indic par l'organisation Action Directe. La propagande du pouvoir trouve là matière à discréditer l'homme et sa lutte. C'est dans ce cadre là que FR3 fit les frais d'une réponse explosive le 23.12.1982 en contrepartie de sa pratique méditative écœurante. De son côté, une partie du mouvement antinucléaire s'engagea trop rapidement dans l'hypothèse de la bavure policière ou pronucléaire (la répression, ces manif réprimées, ces perquisitions, ces procès, ces attentats / tabassages / menaces diverses – dont des menaces de mort – contre les antinucléaires pouvaient bien laisser envisager le dérapage répressif). Mais la logique antinucléaire était dans l'erreur. L'inconscience collective avait peut-être besoin d'un martyr pour continuer la lutte. Ce fut la douche froide. La vérité est souvent dure et cruelle. Bujan fut condamné à cinq ans de prison ferme. Au cours du procès il plaida la thèse de l'accident. En tout cas, cinq ans de trop. [*Golfech. Le nucléaire :...*]

remplacé ceux détruits. Le sigle GAA était retrouvé à proximité de l'explosion. Le lendemain, le Groupe d'Action Anarchiste revendique par téléphone l'attentat, un communiqué du groupe parvient à la presse les jours suivants. Ci-dessous le communiqué « Quand c'est insupportable, on ne supporte pas... » dans lequel le GAA affirme que l'assassinat de Mathais « est une exécution politique dont le pouvoir est responsable ».

Des réactions :

- Dans *La Dépêche* et *Toulouse-Matin* du 24 novembre 1982, condamnant l'atteinte aux moyens d'expression publique, les syndicats CGT, les partis politiques de gauche et de droite ainsi que diverses personnalités expriment leurs indignations et réprobations devant cet acte.
- Le PC réclame *“des enquêtes et mesures afin que cessent de tels actes dont les auteurs doivent être recherchés et jugés avec sévérité”*.

Les deux futurs prétendants au poste de maire (les élections municipales ont lieu en mars 1983) condamnent également l'attentat :

- Pour Gérard Bapt: *“Quel que soit le groupuscule qui peut être mis en cause, tout le monde sait qu'ils sont manipulés par les milieux de la droite musclée... Cet odieux attentat, qui après les organisations de gauche ou syndicales frappe un moyen d'information, doit être une raison de plus pour tous les républicains de s'unir et de faire échec aux revanchards de tous poils, y compris ceux qui se cachent derrière le masque de l'apolitisme”*.
- Dominique Baudis reprend un vieux slogan, *“insuffisance des effectifs de police”*, qu'il utilisera fréquemment et avec insistance au cours des années 1980 et 1990. *“Il s'agit-là d'une nouvelle dégradation de la situation de la sécurité à Toulouse, la raison fondamentale étant l'insuffisance des effectifs de police. les pouvoirs publics sont restés sourds aux appels renouvelés de la municipalité”*.

“Quand c'est insupportable, on ne supporte pas...”

Les faits : le 29 novembre 1981, lors de la manifestation antinucléaire à Golfech, les gendarmes de Valence-d'Agen menacent Claude Henri Mathais et d'autres antinucléaires en ces termes : “Si vous continuez, on vous colle une balle dans la tête et on vous fout à la Garonne”. Le 8 décembre 1982, après une soi-disant longue enquête de la gendarmerie, le corps de C.H. Mathais, assassiné, est repêché dans la Garonne ; le même jour, sa voiture est retrouvée “par hasard” près d'un

lotissement habité par des gendarmes, alors qu'elle y a probablement séjourné près de 3 semaines. La police et la presse rivalisent dans la crapulerie, brandissant l'homosexualité connue de CHM, voire un règlement de compte politique. Depuis plusieurs années, nous avons mené des actions diverses : contre des entreprises travaillant pour la centrale de Golfech, contre des personnalités directement responsables d'une politique mensongère et policière, faisant en sorte que personne

ne soit ni blessé ni tué lors de nos opérations. Aujourd'hui, l'assassinat de CHM ne fait aucun doute pour nous. Il s'agit d'une exécution politique dont le pouvoir est responsable, quel que soit le bras qui a accompli la besogne (flic de droite, gendarme, petit patron, agresseur anti-pédé, homme de main, vigile...).

Il est clair que le pouvoir (qu'il soit de droite ou de gauche) se devait de mettre fin aux agissements des opposants au programme nucléaire, tâche assez facile vu la démobilisation générale et la position des médias. Tous les tenants et représentants de la bourgeoisie (syndicats, patronat, EDF, flics, politiciens, magistrats...) ont réuni leurs forces et leurs moyens pour dénigrer les actes perpétrés contre la politique nucléaire, avec la collaboration de la presse, FR3 et *La Dépêche* du Midi en particulier. Ils ont volontairement et systématiquement tronqué les communiqués, mentis sur nos motivations politiques réelles, alors qu'ils étaient au courant, criminalisant ainsi tout acte de révolte. L'amalgame et la confusion sciemment entretenus pour isoler du mouvement social mécontent les tendances les plus radicales, ont contribué à reprendre la stratégie de la tension chère à la droite. Pour ça, tout a été bon : les terroristes de droite et les Palestiniens, les crimes crapuleux et la violence de la jeunesse délinquante, Action Directe et Carlos¹⁴, les Brigades Rouges¹⁵ et les

homosexuels, les opposants au nucléaire et les assassinats dans le métro, les sabotages économiques et les petits vieux torturés ; tous ceux-là, à en croire les journalistes, constitueraient le "terrorisme international".

Le gouvernement, dans sa décision de construire Golfech (et d'autres centrales), a dépassé le seul but, la seule finalité, d'une décision politique et pour ceci a blanchi la violence verbale et physique développée par tous les élus. En bref, leur but, couvrir sans limite et donner l'impunité totale à tout ce qui permettra la continuation de la politique pronucléaire, avec tout ce qu'elle entraîne comme arsenal judiciaire, patronal et policier. Pour nous, issus de divers groupes d'opposition à la politique étatique, refusant la délégation du pouvoir à tout parti quel qu'il soit, nous sommes de plus en plus déterminés à dénoncer par tous les moyens, la veulerie généralisée, la politique du mensonge, l'encadrement policier ; nous ne croyons pas que la gauche soit meilleure que la droite.

Ce pouvoir qui se gargarise de mots fourre-tout comme "démocratie", "progrès social dans la paix", "culture" et autres pièges à cons, ne se gêne pas pour reprendre les crapuleries de la droite et en faire son bâton-matraque de pèlerin, d'une politique résolument tournée vers un quadrillage total des individus

de Pétrole) à Vienne, en décembre 1975. Il est incarcéré en France où il a été condamné à la réclusion à perpétuité.

¹⁴ Illich Ramirez Sanchez (Vénézuélien), plus connu sous le nom de "Carlos" ou "Chacal", figure du terrorisme international. Il est surtout connu pour la prise d'otages de 11 ministres de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs

¹⁵ Organisation de lutte armée italienne durant les années 70-80. Celle-ci est particulièrement connue pour l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro, le Président de la Démocratie Chrétienne en 1978.

(fichiers informatiques, contrôles divers accrus, reprise des accords anti-terroristes, remise en cause du droit d'asile, augmentation des services de police et des îlotiers...) pour tenter de museler toute expression autonome. Le pouvoir reste et restera toujours le pouvoir, les patrons et la bourgeoisie seront toujours les détenteurs de l'économie, de la justice, de la répression.

Après l'assassinat de CHM, nous tenons à être clairs, le pouvoir a tiré la première balle, nous ne serons pas les prochaines victimes de cette politique, nous n'accepterons plus d'être criminalisés et sans tomber dans le piège du jusqu'aboutisme avant-gardiste, nous saurons apporter une réponse et une attaque à la mesure de la répression engagée.

Communiqué n° 1 Groupe
d'Action Anarchiste

1983



Lundi 04 janvier - Agen (47) : “Petit pet dans la capitale du pruneau !”

Le siège du Parti socialiste fait les frais de dynamiteurs anonymes. Selon les enquêteurs, les soupçons se portent vers Toulouse. Les explosifs utilisés seraient identiques à ceux utilisés dans divers attentats commis à Toulouse dans le dernier trimestre de l'année 1982. L'acte n'est pas revendiqué.

Déclaration de C. Laurrissergues, député PS d'Agen: *“Un attentat, anonyme de surcroît, est toujours un acte démontrant la faiblesse idéologique de ceux qui le mettent en œuvre. Le débat, l'affrontement des idées sont source d'enrichissement pour la démocratie et sont souhaitables. Mais faire sauter à l'explosif le siège d'une organisation démocratique comme le PS, qui, dans toutes les circonstances, a su faire preuve de tolérance et de compréhension et su défendre toutes les libertés lorsqu'elles ont été mises en cause ainsi que les minorités, est une lâcheté qui n'honore pas ses acteurs et démontre, si cela était nécessaire, leur médiocrité. Je dénonce ceux qui, par leur méthode totalitaire, portent atteinte à la démocratie de notre pays, servant ainsi les intérêts de la droite et de la réaction.”*

Mardi 05 janvier - Paris (75) : Le Secrétaire d'Etat chargé de la sécurité rassure le député de Haute-Garonne

A la suite de l'attentat contre le siège du PS le 14.10.1982 (Cf. chronologie), s'inquiétant de “la vague de terrorisme”, Gérard Bapt, député PS de la Haute-Garonne, avait écrit à Joseph Franceschi (secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité publique) lui proposant de “venir en personne prendre conscience de la situation” et lui demandant “de mettre en place à Toulouse un « M. Anti-Terroriste » ainsi qu'une équipe de spécialistes [...]”. Mais “Paris” n'a pas attendu le courrier du député Bapt pour agir. Comme le précise Franceschi dans sa réponse du 05 janvier.1983, “[...] des mesures de lutte contre le terrorisme ont été adoptées tant sur le plan opérationnel que sur celui de la coordination des services”. Ces propos sont confirmés par *Superman 3* (brochure éditée à Toulouse par des libertaires en septembre 1983) qui révèle que depuis “l'été 1982, est arrivée sur Toulouse une équipe des Renseignements Généraux, spécialisée dans la lutte anti-terroriste”.

Ci-dessous, la réponse de Franceschi à Gérard Bapt, publiée par *La Dépêche* du 12.01.1983, et une partie du texte “Sans préambule” extraite de la brochure *Superman 3* qui traite de l'activité des forces de répression dans la région de Toulouse.

« Monsieur le Député,

A la suite des récents attentats dirigés à Toulouse contre des bâtiments publics ou sièges d'organisations politiques ou syndicales, vous m'avez demandé d'envisager les mesures susceptibles de renforcer l'action anti-terroriste et

d'améliorer la sécurité de vos concitoyens. Depuis longtemps en effet la situation dans cette ville préoccupe les pouvoirs publics nationaux et locaux, du fait de l'existence à Toulouse et dans sa région de groupuscules extrémistes engendrés dans le passé par la proximité du territoire espagnol, plus récemment par certains éléments de la contestation antinucléaire. De nombreux résultats ont déjà été obtenus, caractérisés par le démantèlement de réseaux terroristes, la découverte et la saisie de dépôts d'armes, de munitions et d'explosifs importants. Comme vous, j'estime que ces résultats doivent être amplifiés. Depuis mon arrivée au Secrétariat d'Etat à la Sécurité publique et conformément à la volonté du Président de la République, des mesures de lutte contre le terrorisme ont été adoptées, tant sur le plan opérationnel que sur celui de la coordination des services. A cet égard, je demande à M. Jean Duraud, conseiller technique à mon cabinet, d'effectuer, en liaison avec les autorités locales concernées, une mission sur place afin d'en développer les effets et de me dresser un rapport précis sur les mesures nouvelles à mettre en œuvre. Sur le plan de l'amélioration générale de la sécurité, j'ai décidé d'accroître de façon significative en 1983 les effectifs de la police en tenue à Toulouse. Ces effectifs s'ajouteront aux fonctionnaires supplémentaires qui ont pris leurs fonctions le 1er octobre dernier au titre des emplois créés par la loi de Finances pour 1982. Le détail en sera notifié dès l'achèvement en cours de la répartition définitive des créations du budget 1983 sur le plan national.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Joseph Franceschi »

“Sans préambule”

« Depuis 1974 de nombreux attentats perpétrés dans la région ont donné prétexte aux flics toulousains à des stratégies différentes. De 1974 à 1979, après chaque attentat le SRPJ, cautionné par de nombreuses commissions rogatoires en blanc, perquisitionne systématiquement un certain nombre d'individus. Cinéma habituel, pistolet au poing, dès 6 h du matin, une escouade de marlous tambourine aux portes. Fouilles systématiques, menaces, puis tout le monde est emmené au poste 24 h ou 48 h. Lors des perquisitions, les portes sont fracturées,

les serrures cassées, les fenêtres brisées, le mobilier dérangé, le courrier personnel est lu, des objets disparaissent, des machines à écrire, photos, livres, documents sont saisis et jamais rendus ; des voisins sont frappés, d'autres sont perquisitionnés, et bien souvent les perquisitions sont faites sans témoin. Revenant bredouilles à chaque fois, les flics décident alors de ficher un maximum de gens. Grâce aux écoutes téléphoniques mises en place, ils enregistrent les appels des relations, des amis, familles. Ceux-ci sont fichés puis perquisitionnés à

leur tour, carnets d'adresses copiés, puis petit à petit, les amis des amis, tables d'écoute et surveillance sont de plus en plus monnaie courante, et tous ces noms rejoindront sans nul doute le fichier VAT (Violence, Attentat, Terrorisme). Ce fichier qui réclame 60 000 noms et, par ce simple fait, des pratiques draconiennes pour les obtenir. Les pressions sur les propriétaires existent aussi, la réputation avec le voisinage après les opérations discrètes ne favorisent pas les relations dans le quartier. A une époque pas très lointaine, les flics utilisaient le téléphone pour paniquer sinon déranger les esprits, coups de téléphone anonymes à toute heure du jour et de la nuit, des embrouilles en tous genres, des flics qui se font passer pour des amis et donnent des rendez-vous dans des bistrots, là bien sûr, les civils ne sont pas loin... Quel est le but de la manœuvre ? Faire chier pour le plaisir, stratégie nouvelle. Mystère... En été 1982 est arrivée sur Toulouse **une équipe des Renseignements Généraux** [en gras dans le texte] spécialisée dans la lutte anti-terroriste. Ceux-ci n'ont pas de contact officiel avec les autres corps de police, leur travail consiste à essayer d'infiltrer, de surveiller, faire des filatures, écouter les téléphones, centraliser les informations. Constituée de 11 personnes, cette équipe très discrète passe parfois à l'action. Lors de la manif du 30 mai à Golfech en 1982, certains d'entre eux se mêlent aux manifestants antinucléaires, ils

participent aux affrontements et dénoncent les plus durs à leurs collègues, puis ils votent l'occupation de la voie ferrée à Valence d'Agen. A la manif du 19 décembre, toujours à Valence d'Agen, plusieurs d'entre eux se feront remarquer parmi les manifestants, bref sans encore nous attarder, disons une bonne fois pour toutes que leur présence n'est plus clandestine depuis leur arrivée, alors Messieurs, restez-en au tennis, ça vous va si bien.

Notons que la surveillance dont nous faisons l'objet ressemble plus à de l'intimidation. N'y a-t-il pas une liste de numéros d'immatriculation correspondant aux voitures des "suspectés terroristes " qui traîne dans tous les véhicules de la Sûreté urbaine ? Des voitures de la BSN (Brigade de Surveillance de Nuit) ne font-elles pas des passages fréquents sinon des factions de plusieurs heures devant nos appartements ? Les faux bruits sciemment divulgués à la presse ne sont-ils pas téléguidés par des fonctionnaires plus haut placés ?... Quant à l'attitude des flics lors des perquisitions et des interrogatoires, les bavures sont toujours omniprésentes car ne l'oublions pas : si les journalistes mentent par métier, les flics eux tuent par plaisir. A quand les assignations à résidence, les arrestations de prévention ?

On voudrait nous faire taire et, comme disait ma grand-mère, c'est plus facile à dire qu'à faire. »

La pie qui chante

Samedi 29 janvier - [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Déclin de la lutte

Le Front commun et le Front d'action organisent à nouveau une caravane d'information et protestent contre les mesures d'exception à leur encontre (interdiction de circuler dans la Pointe pour toute voiture immatriculée hors des Ardennes, interdiction préfectorale de tous types de manifestation et rassemblement, contrôles systématiques et quadrillage du territoire, etc.). Mille CRS et gardes mobiles sont déployés contre cinquante manifestants, trente sont interpellés mais tous sont relâchés.

Radio la Pointe est brouillée par les autorités.

Lundi 04 avril - Toulouse (31) : “Sache que ta meilleur amie, Prolétaire, c’est la chimie”¹⁶

Après minuit : Attentat à l'aide d'explosifs contre le siège de l'Union patronale et contre une société à Aucamville dirigée par Alain Géraud, président de cette même union patronale. Les deux actions sont revendiquées par le Groupe Autonome Anarchiste (GAA) qui avait déjà signé l'explosion du 23 décembre 1982 à Toulouse (Cf. chronologie). De nombreux articles de presse parlant de “*dégâts importants*”, tout ce beau monde s'indigne, mais personne ne parle du rôle du syndicat patronal dans la société.

18 mai 1983 - Paris (75) : Claude Calimez prend du grade

Claude Calimez, le préfet de police de Toulouse est nommé au Conseil des ministres. Il est chargé de coordonner les différents services de police contre le “terrorisme”. Il sera surnommé “Calimez de la paix” par les “rebelles” toulousain dès sa prise de fonction en juillet 1983.

Jeudi 14 juillet - Toulouse (31) : Bienvenue M. le Préfet !

Dans la nuit : Attentats à l'aide d'explosifs contre les sociétés ITN-Eurodinx (filiale de Matra) et Fougerolles, participant au chantier de Golfech.

Les dégâts sont importants. Les actes sont revendiqués par “Un nouveau groupe jusqu'ici inconnu”. Une sorte de bienvenue à Calimez, Préfet de police qui vient de prendre ses fonctions. Les auteurs des attentats déclarent dans un communiqué qu'ils ont « mis à l'amende » les deux sociétés pour leur collaboration à Golfech et affirment ceci : « Notre combat s'avère dur si l'on considère que 140 000 personnes et des centaines d'entreprises vivent directement du programme nucléaire, mais il nous reste des idées, du matériel

¹⁶ Paroles de la chanson de “La Java Des Bons-Enfants”, chanson attribuée par certains à Raymond Callemin dit “Raymond la science” de la bande à Bonnot, d'autres à Guy Debord et Marc Lemonier.

et du temps. »

Réaction de l'Union patronale, dans *La Dépêche* du 18.07.1983 :

“Alors que nous traversons une crise sans précédent, il est impensable que des entreprises soient agressées pour avoir accepté des marchés propres à assurer leur survie et l'emploi de leurs salariés. le prétexte antinucléaire est utilisé depuis plusieurs mois à Toulouse pour déstabiliser la vie régionale : élus locaux plastiqués, commerces du centre ville saccagés, installations publiques ou privées détruites par explosifs. L'Union patronale qui a été elle-même la cible des terroristes en avril dernier, exprime la solidarité totale avec les victimes et demande aux pouvoirs publics de mettre un terme définitif à ces violences inqualifiables.”

Nuit du dimanche 07 au lundi 08 août - Moissac (82) : Destruction massive

Attentats contre les entreprises Culetto et Spie-Batignole travaillant pour le chantier de la centrale atomique de Golfech. Dans l'enceinte de l'entreprise Culetto¹⁷, plus de 20 charges d'explosifs détruisent 25 camions, des bulldozers, des pelles mécaniques, une centrale mobile à béton et un hangar de 1 200 m² abritant des camionnettes. A deux cents mètres de là, c'est la centrale à béton appartenant à Spie-Batignole qui est pulvérisée. Les dégâts, considérables, sont évalués à deux milliards de centimes de Fr. [303 550 €].

Le mouvement antinucléaire “Un étrange commando d'experts en explosifs” (*La Dépêche*, 09.08.1983) revendique auprès de l'AFP les sabotages :

¹⁷ Le PDG Angel Culetto est président du Syndicat du bâtiment et des travaux publics Tarn-et-Garonne.

« A qui le tour ? Culetto, le roitelet en travaux publics de Moissac a fini de régner et d'exploiter sur les Moissagais. Et cela après

l'avertissement de cesser tous travaux sur Golfech. Toutes les entreprises qui continueront le même processus subiront le même sort. »

Des réactions :

- "20 millions de Fr. [303 500 €] de dégâts et 500 emplois menacés" titre *La Dépêche* Tarn-et-Garonne (09.08.1983).

- Vives protestations de la part de la fédération nationale du bâtiment, de l'Union patronale de Midi-Pyrénées, de la fédération départementale du MRG pour qui cet acte ne peut être que *"l'œuvre d'éléments irresponsables agissant au mépris de la situation économique déjà difficile..."*

- Le PCF du département : *"Avec la recherche des coupables, ce qui doit être prioritaire maintenant c'est la mise en œuvre de tous les moyens pour garantir l'emploi à tous les salariés des deux entreprises touchées."*

- J-M. Baylet, député de la circonscription, se déclare profondément choqué par ce nouvel attentat et souligne à FR3 Toulouse *"qu'il ne fallait pas confondre les antinucléaires qui se sont opposés à la construction de la centrale de Golfech avec les terroristes qui ont fait près de deux milliards de centimes de dégâts, ces jours derniers à Moissac"*.

Tous demandent aux pouvoirs publics de prendre des mesures propres à assurer la sécurité des entreprises travaillant pour la centrale.

Dimanche 21 août - Castelsarrasin (82) : Quand les méchants ont peur...

Le préfet Diemer, accompagné de représentants de la gendarmerie, de la police et d'EDF, réunit une quarantaine d'entrepreneurs du Grand Sud-Ouest pour aborder le problème de la protection des entreprises travaillant à l'édification de la centrale. Le préfet conseille aux patrons de confier la surveillance de leur entreprise à des sociétés spécialisées et de prendre une bonne assurance. *"N'hésitez pas à nous contacter dès que vous voyez quelque chose de suspect. Le commando de Moissac avait minutieusement préparé son affaire et avait longuement repéré le secteur. On aurait dû s'apercevoir que des individus rôdaient autour des lieux"*, affirme le colonel Gaillègue.

Ci-dessous, l'interview de deux auteurs du sabotage de l'entreprise Culetto à Moissac, extraite de *Toulouse la canaille* (brochure publiée fin 1983 par des libertaires).

Qui suis-je ? Où vais-je ? Dans quel état j'erre.

• *La presse a présenté les auteurs de l'attentat de Moissac tantôt comme*

appartenant à une organisation terroriste, tantôt comme des écolo-

gistes musclés, tantôt encore comme des anarchistes... Qui êtes-vous ?

Groucho : Tout d'abord, chacun s'exprime en son nom personnel et c'est tout. Et c'est dire déjà qu'il nous est impossible de parler au nom d'une organisation qui n'existe pas. Nous nous reconnaissons comme une des composantes du mouvement libertaire, ce qui nous laisse le créneau confortable d'une absence d'étiquette idéologique précise et l'appartenance malgré tout à une démarche collective qui se veut mouvement, donc dynamique, avec la prétention de nous exprimer par nos interventions plutôt que par nos états de service ou notre bibliographie. De fait, contrairement aux partis et organisations dont une idéologie figée détermine la stratégie, c'est chaque moment de l'histoire – on peut appeler ça l'actualité (bien loin de l'institution “actualités” qui distille, embrouille ou matraque cette actualité) – qui détermine nos choix, nos luttes.

• *Vous reprenez donc à votre compte les reproches et les critiques que bon nombre d'anciens gauchistes développent actuellement au cinéma ou en littérature ?*

Groucho : Les cocus du gauchisme pleurent sur leurs années perdues dans l'attente du Grand Soir. Ils ont voulu jouer les instituteurs de la révolution, mais leur classe a pris la clef des champs ! Nous, nous sommes simplement acteurs ou solidaires de moments subversifs,

collectifs ou individuels, ni leaders d'une classe, ni gestionnaires d'un mouvement révolutionnaire... D'où nos regroupements occasionnels à partir de révoltes, réflexions, volontés individuelles, même si elles sont partie prenante d'un projet global. Et notre force / fragilité repose et tient à ce respect de la disponibilité ou de l'absence du “camarade” à tel ou tel projet, et non plus sur la grandeur et la servitude d'un devoir à remplir. Un projet qui s'effondre parce que ses supporters n'ont pas eu la force de le mener est un projet trop prétentieux. On n'est pas des bêtes... Simplement nous revendiquons l'organisation réelle, celle qui se réalise sur des tâches concrètes, dont les perspectives ne se situent pas dans la nuit des temps, et qui se dissout d'elle-même quand sa raison d'être est terminée : quelques personnes ont saboté l'entreprise Culetto et le boulot terminé sont retournées au bal. Comme tout un chacun, nous nous efforçons de prendre en main notre histoire, l'histoire enfin débarrassée de toutes les majuscules d'opérette qui l'encombrent.

• *Vous semblez définir une intervention ponctualiste. Pourtant la stratégie du sabotage économique qui se développe contre Golfech suppose une continuité dans le temps. Vous inscrivez-vous dans cette stratégie, et si oui, pourquoi ?*

Harpo : Une tâche n'a dans le temps que les limites que nous lui imposons, tantôt à court terme, tantôt à long terme, tout dépend de la straté-

gie adoptée. Lorsque nous pratiquons le sabotage économique sur Golfech, nous nous attaquons aux tenants du capital, en mettant l'accent sur l'aspect anticapitaliste de la lutte antinucléaire. Les accointances entre EDF et le patronat, les super profits engendrés par l'industrie nucléaire, les regroupements d'intérêts, sont ainsi dénoncés. Cependant la plupart des entreprises qui travaillent pour EDF n'ont pas les reins assez solides pour supporter nos coups de colère dévastateurs. Sans le soutien total de l'Etat, elles seraient condamnées à la faillite. Le sabotage maintient une pression constante sur le pouvoir, l'obligeant à offrir des garanties financières et de sécurité de plus en plus élevées à des patrons qui perdent confiance. Et, comme chaque attentat s'additionne aux précédents, la note s'alourdit, s'alourdit, Golfech s'enchérit, s'enchérit, et nous on rit, on rit. Psychologiquement, le sabotage crée un climat d'insécurité permanent chez les exploiters de tous poils. Eux qui croyaient réaliser des super profits en toute impunité sont amenés à s'interroger sauvagement : "Irai ? Irai pas ?". Nous pensons aussi que chacun d'entre nous avait le sentiment qu'il fallait frapper vite et fort (les travaux ne faisaient que commencer) tout en désignant une nouvelle forme de lutte possible ; par exemple, le blocus pacifique ou pas de toutes les entreprises travaillant sur le site et retarder les travaux au maximum.

• *Vous considérez-vous comme des professionnels, des spécialistes du*

sabotage, étant donné l'étendue des dégâts infligés à l'entreprise Culletto ?

Groucho : Tout autant que nous sommes journalistes spécialisés quand nous écrivons un article, un tract, un certain souci d'efficacité ne signifie "spécialiste" que dans les phantasmes des journalisteux... Savent-ils, ces "spécialistes" de la plume qu'en nous définissant ainsi de "spécialistes terroristes", ils participent à un processus, non seulement qu'ils ne maîtrisent pas mais qui, de plus, un jour prochain, va se retourner contre eux ; un jour, de plus en plus proche, où d'autres journalistes vont définir certains de leurs confrères "spécialistes sur les terroristes" ; et ces confrères-là vont faire les frais de surveillances ou de tracasseries policières quand ce n'est pas d'interrogatoires musclés. Qu'on se rappelle l'aventure des journalistes de Canal Sud à Toulouse, préparant une émission sur le terrorisme et incarcérés, interrogés, frappés, à ce titre, dans les geôles du commissariat central. Les journalistes, pris au jeu des titres ronflants, collaborent par leurs dénonciations hâtives à cette entreprise de criminalisation de la subversion et aident à la mise en place de l'appareil répressif dont demain, avec d'autres, ils pourront faire les frais. Pour en revenir à notre pseudo-spécialité, n'y voyez qu'une question de temps, de moyens et de contexte. Quand vous décidez de sortir un texte, vous essayez de le rendre le plus clair et le plus percutant possible ; si vous décidez de saboter une entreprise,

vous essayez de faire le plus de dégâts possible, sans danger pour qui que ce soit. La réflexion politique, dans un contexte donné, amène certaines décisions, certains projets : leur réalisation n'est plus qu'une affaire de moyens techniques. Quelquefois nous avons le choix, le plus souvent nous utilisons les seuls moyens à notre disposition : un stylo, des allumettes... et un goût démesuré de la rigolade !

L'offensive réactionnaire des partis et syndicats de gauche contre le sabotage de la production et l'outil de travail nous marginalise effectivement dans cette forme de lutte et d'intervention. Pourtant, le sabotage existe dans les entreprises, ce que la presse ne peut divulguer par crainte de l'exemplarité, qu'il soit le fruit d'un ras-le-bol ou l'application consciente d'une démarche collective... et le plaisir est le même !

• *Ne vous sentez-vous pas responsables du chômage technique des ouvriers de M. Culetto ?*

Groucho : Notre mépris du travail ne signifie pas le mépris de ceux qui comme nous sont contraints de se vendre pour bouffer, coincés entre le besoin d'être dans la production pour survivre et le besoin de la bousiller pour vivre. Il est tout de même curieux que les médias s'émeuvent du sort de 50 personnes en chômage technique pour des circonstances particulières. Pourquoi ne sont-elles pas aussi soucieuses des milliers de chômeurs à venir à la fin des chantiers de la centrale de Golfech ?

Quels seront les responsables ? La fatalité, la conjoncture, la crise ? Quels vont être les boucs émissaires si les saboteurs sont absents ? Peut-être les ouvriers eux-mêmes... pas assez rentables, saboteurs inconscients de la productivité !

• *Dans le cadre de ce sabotage, comme dans d'autres, les pouvoirs publics ont dénoncé ces formes d'actions comme étant entre autres "des prétextes idéologiques...". Votre soif de violence, ne la justifiez-vous pas par un discours idéologique ?*

Groucho : Mais comment peut-on sérieusement parler avec des gens qui n'ont pas vraiment l'intention d'abolir la violence et l'injustice, mais qui veulent au contraire la monopoliser ?... Ceci sur notre soi-disant violence et en réponse à ceux qui vendent des AMX et des Super Etendards dans le monde entier, ceux qui tuent les voleurs de voitures et décoorent les assassins galonnés, ceux qui s'engraissent quotidiennement de notre déchéance, fatigue, mort lente quotidienne au boulot. Le "prétexte idéologique", lorsque le Conseil régional faisait, par un simulacre d'opposition, monter les enchères pour son adhésion au projet de la centrale de Golfech, était une condamnation du "tout-nucléaire" et le respect démocratique de l'assentiment des populations locales. Le "prétexte idéologique", après le bakchich d'un milliard légitimant l'accord du Conseil régional à ce projet, était la relance économique d'une région. C'est dire que ces messieurs-dames en

connaissaient un bon bout sur la question des discours-prétextes... Quant à nous, nous annonçons la couleur. Prétexte idéologique ? Pourquoi pas. S'il nous faut le contexte d'une lutte locale pour exprimer notre opposition et en développer le contenu par nos textes et nos interventions. Nous, on veut bien appeler Golfech un prétexte, tant il est vrai qu'arrêter cette centrale pour la reconstruire à 1 000 bornes de là ne nous intéresse que très modérément. Prétexte ou exemplaire, quand nous nous battons contre Golfech, c'est contre le patronat, l'Etat et autre EDF que nous prenons la parole ou le bâton : nous retrouvons là, dans toute leur violence, tous les rouages du pouvoir.

• *Un grand dessein que vous définissez là. N'est-il pas en contradiction avec le ton franchement rigolard de vos communiqués ?*

Harpo : Nous dirons humour ; humour nécessaire dans nos vies quotidiennes, humour outil politique. Lorsqu'après un repas bien arrosé, nous pondons une signature farfelue pour revendiquer nos actes, nous cherchons à éviter toute mystification de notre réalité.

Ni avant-garde "révolutionnaire", ni dynamiteras, ni névrosés de la gâchette, ni clandestins, nous ne représentons que nous-mêmes avec nos utopies et nos peurs. Antiautoritaires, nous ne sommes porteurs d'aucun programme de substitution aux programmes en cours ou à venir. Comme tout être humain normalement irradié, nous portons fièrement

nos deux cœurs et nos quatre bras. Mais nos épaules trop frêles ne peuvent supporter l'auto-culpabilisation tiers-mondiste, ni l'impérialisme, encore moins le poids de l'histoire, surtout pas les plaies de l'univers. L'humour est un merveilleux antidote à tout cela. Nous reprenons à notre compte l'adage populaire : "Se prendre au sérieux, c'est mourir un peu".

De plus, nous ne monopolisons pas le label du communiqué historique. Le rire est contagieux. Ainsi, pour l'attentat contre ITN, avec lequel nous n'avons rien à voir, imaginez Christine Ockrent prenant sa tête des mauvais jours pour annoncer que cette entreprise s'est envolée en fumée, lire le communiqué dans son intégralité, dévoiler (toujours sans rire) le nom du groupe qui a perpétré ce lâche attentat : "Un groupe jusqu'ici inconnu", et faire croire qu'une organisation paramilitaire, à la solde de l'Arabie Saoudite, en est à l'origine. Dans tous les cas, la propagande médiatique d'Etat qui vise à nous assimiler à de dangereux terroristes s'essouffle lamentablement. Lorsqu'ils affirment chaque fois que seule la providence a voulu qu'il n'y ait pas de victimes, et que ça dure depuis dix ans, personne n'est dupe. Nos cibles (justice, armée, flics, patronat, nucléaire...) sont suffisamment claires en soi.

L'humour contenu dans nos textes de revendications, le choix politique d'éviter des victimes, les signatures farfelues, se conjuguent pour n'inquiéter que les tenants de l'exploitation. Les spectateurs de nos actes ne

peuvent qu'en rire ou, au pire, s'en foutre. Mais entendons-nous, nous ne sommes pas des clowns qui chercheraient à amuser toutes les classes sociales. Demandez au sieur Culetto, exploiteur de choc, et à tous ses coreligionnaires s'ils ont beaucoup ri à la suite de notre visite chez eux. Nos sourires bruyants se veulent un clin d'œil complice aux damnés de la terre et à eux seuls. Le dérisoire contenu de nos actes d'insoumission consomme la dérision d'un système de soumission. Et puis... la langue française est suffisamment riche pour que nous ayons du plaisir à sublimer un maximum de mots, plutôt que d'en scléroser quelques-uns. La devise d'Harpo : "Le choc des bombes, le poids des mots !".

- *Vous convenez donc que pour vous tout est prétexte à déranger, à troubler le sommeil des honnêtes gens, au nom de l'idéologie qui est la vôtre ?*

Groucho : On parle beaucoup de la majorité silencieuse, celle qui fait tant de bruit sur les médias ; il y a

aussi une opposition bâillonnée, une minorité qui ne peut s'exprimer qu'à travers des refus politiques et sociaux, puisqu'elle refuse le simulacre de la démocratie, qui ne demande pas le droit à la parole, le droit à la justice, le droit de l'homme ; ses droits, elle les prend ou elle essaie. Cette minorité existe, inorganisée ou désorganisée, atomisée dans le tissu social, révolutionnaire ou déviante. Par nos pratiques, nous affirmons sa spécificité : sans illusion sur la propagande des idées, mais solidaire de tous ceux qui ne supportent plus l'injustice et prête à filer, ou engranger, ses petites recettes pour subvertir une vie quotidienne capitalisée.

- *Et votre vie personnelle dans tout ça ?*

Harpo : Traînant mon sac de sales réveils, de soirs perdus, de vieux chagrins, d'espoirs, de déceptions, d'orages, de sourires, de rigolades et de pleurs, sans savoir où j'ai posé mes larmes, mes armes, mes alarmes, si j'ai bien fait, si j'ai mal fait, je vais.

Jeudi 29 septembre - Talairan (11) : Attentat contre un pylône THT

L'attentat est revendiqué par le Comité d'Action Viticole, selon les sources d'EDF.

Mercredi 09 novembre - Toulouse (31) : Interpellation policière

En novembre 1982, la découverte d'une cache contenant des explosifs orientait les services de police vers les milieux libertaires (Cf. chronologie, le 13.12.1982). Un an plus tard, croyant avoir identifié le locataire du garage, toujours avec le même élément (une expertise graphologique) la police interpelle une personne qui est inculpée de recel d'explosifs et incarcérée. Deux heures après son interpellation, le préfet de police Calimez organise une conférence de

presse pour dresser un premier bilan de la lutte anti-terroriste et annoncer “qu’une personne compromise dans une affaire de vol d’explosifs avait été présenté au parquet de Foix” ; il ajoute “avec le renforcement des recherches le filet se resserre”. Mais le préfet aurait mieux fait de se taire. Diverses manifestations et actions sont menées par un “Collectif de solidarité à l’ami incarcéré” pour obtenir sa libération. Sous la pression, le juge ordonne une nouvelle expertise graphologique qui se révèle négative. Le 02 décembre 1983 l’ami retrouvera la liberté, obtenant quelques mois plus tard un non-lieu.

Jeudi 01 décembre - Beaumont-sur-Lèze (31) : Attentat à l’explosif

Sabotage contre l’entreprise Linlec (filiale de Spie-Batignole et Trindell), chargée de la construction de la ligne THT à Auterive (Haute-Garonne). La destruction de trois camions et une partie du hangar soufflé par la déflagration est revendiquée auprès de l’AFP (Agence France-Presse) par un “groupe autonome de Beaumont-sur-Lèze” : « Cette entreprise de mercenaires à la botte d’EDF n’a pas fini d’entendre parler de nous. »

Des réactions :

- “Nous faisons notre travail en restant bien à l’écart du conflit qui peut opposer EDF et les agriculteurs. Nous sommes des ouvriers chargés d’installer la ligne, pas des mercenaires”, déclare un responsable de l’entreprise. Un agriculteur, M. Bousse, avait été blessé lors d’une bousculade au début des travaux à Beaumont.
- M. Dasque, président de l’Association de défense des coteaux du Lauragais Sud et du Volvestre, réproouve l’attentat.

La police judiciaire procède à diverses perquisitions sans pour cela retrouver les auteurs du sabotage.

Début décembre - Rethel (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Cinq véhicules EDF sont incendiés. L’action n’est pas revendiquée.

Lundi 05 décembre - Toulouse (31) : Le feu chez les Baylet

Vers 01h : Sur le parking de *La Dépêche*, un sabotage incendiaire détruit les locaux et le matériel de Radio-Toulouse (appelée aussi Radio-Dépêche puisqu’appartenant au groupe Baylet).

Vers 05 h : Les employés de *La Dépêche du Midi* découvrent que les bureaux de Promodep (société du groupe Baylet qui promotionne *La Dépêche* dans différents spectacles, réunions sportives...) ont été saccagés.

Les deux sabotages ne sont pas revendiqués mais les média et la PJ soupçonnent les rebelles toulousains.

1984



Dimanche 22 avril - Près de la centrale atomique de Dampierre-en-Burly (45) : Sabotage

Vers 04h : Trois lignes THT (400 000 volts chacune) sont sabotées et mises hors service pendant plusieurs heures. Le sabotage (les fils ont été court-circuités à l'aide de cordelettes en aluminium) est revendiqué à l'AFP par un groupe antinucléaire baptisé “Boum-boum”, en ces termes : « le nucléaire ce n'est pas la croissance, le nucléaire nous emmerde ».

Août - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Fin de la lutte

Le comité de Chooz s'auto-dissout suite à un essoufflement et au déclin de la lutte commencé vers décembre 1982.

L'exergue du bulletin du comité de Chooz reste vrai. Face au nucléaire et au reste, aujourd'hui comme hier : “*Nos résignations quotidiennes forgent les cages de demain*”.

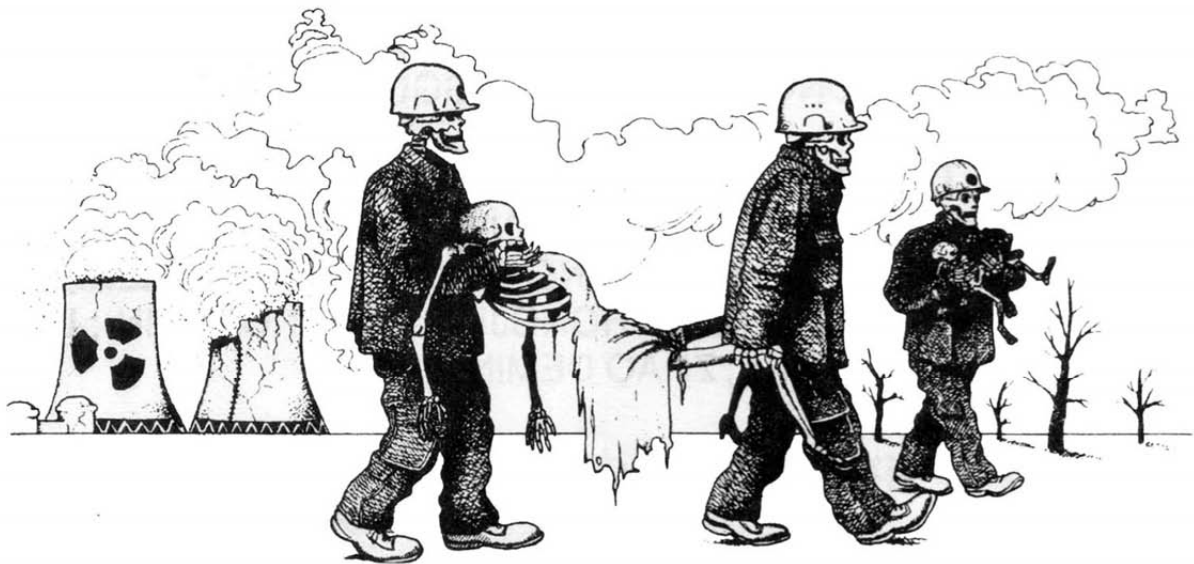
Nuit du mercredi 05 au jeudi 06 septembre - Préserville (31) : Attaque à l'explosif

Un attentat endommage un pylône de la ligne à très haute tension, Verfeil-Lannemezan.

Quatre charges de dynamite ont été placées aux pieds du pylône. A proximité du pylône, on relève sur le sol l'inscription suivante “Ng + Pu = Boum”. EDF évalue le préjudice à deux millions de fr. [303 500 €].

Comme les élus du Lauragais, le syndicat CGT de l'EDF-GDF de Toulouse s'indigne et condamne les auteurs de l'attentat “*qui défient les lois démocratiques*”, ajoutant “*qu'une nouvelle fois ce sont les contribuables qui payeront le coût des réparations*”.

1986



Samedi 26 avril - Ukraine (Union Soviétique) : Accident de TCHERNOBYL

01h23 (heure de Moscou soit vendredi, 23h23, à Paris) : Une explosion se produit dans le réacteur n°4 du complexe nucléaire de Tchernobyl à 130 km de Kiev en Ukraine. Tous les experts s'accordent à reconnaître le plus gros "accident" connu de l'histoire du nucléaire. En 1992, le ministère ukrainien de la population recensera de 6 000 à 8 000 victimes des suites de l'accident, 12 000 en 1998. Sachant que la Biélorussie a été plus contaminée que l'Ukraine, et que la majorité des soldats envoyés sur le site (les liquidateurs) étaient russes, des observateurs estiment le nombre de victimes à plus de 50 000.¹⁸

Mercredi 27 août - Beaufort (34) : Viticulteurs contre l'uranium

Malgré divers avertissements de viticulteurs hostiles aux recherches, la COGEMA [Compagnie Générale des Matières Nucléaires] installe un chantier de sondage de terrain en vue d'y découvrir de l'uranium. Quelques heures plus tard, 400 viticulteurs investissent le chantier. Après avoir écarté les ouvriers du chantier, deux groupes électrogènes sont jetées au fossé. Un baraquement est détruit ainsi qu'une voiture de fonction. Après avoir endommagé le moteur de la foreuse, le derrick est renversé à l'aide d'un camion de la COGEMA. La police en arrivant sur les lieux ne peut que constater les dégâts.

¹⁸ Il n'existe pas d'évaluation du nombre de morts civils qui ont été irradiés juste après l'explosion. On sait seulement qu'ils se comptent en dizaines de milliers. L'accident, lui, n'a pas fini de faire des victimes et la liste s'allonge tous les jours.

1987

Si Tchernobyl
vous a fait rire,



ne manquez pas

GOLFECH

Vendredi 27 mars - En Haute-Garonne (82) : “Actes de vandalisme sur des installations EDF” (La Dépêche, 29.03.1987)

Vers minuit : Un sabotage prive dix communes d'électricité pendant plusieurs heures. L'acte n'est pas revendiqué.

“A Gauret, Gémil, Mons, Vallesville, Drémil-Lafage, Verfeil, Castelmaurou et Gragnague, ce sont vingt-neuf appareils de sectionnement placés sur de réseaux de distribution moyenne tension (MT) et basse tension (BT) agissant un peu comme des vannes sur des conduites d'eau, qui ont été manœuvrés après que les systèmes de cadenassage les condamnant aient été arrachés ou sectionnés. Ils sont généralement placés au pied de poteaux ou de transformateurs, au bord des routes.”

Mercredi 30 septembre - Agen (47) : Procès d'un antinucléaire

Nouveau procès pour Pierre Kung accusé d'avoir détérioré un pylône THT en 1985.

Lundi 09 novembre - Agen (47) : Chaînes du refus contre cuve de réacteur

Lors du passage d'un convoi exceptionnel transportant la cuve du réacteur 1 de Golfech, une vingtaine de membres de l'association VSDNG [Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfech] le prennent d'assaut.

Après avoir provoqué l'arrêt du convoi, six membres de VSDNG grimpent par l'échelle à coulisse et s'enchaînent au sommet de la cuve. Les autres, au sol, déploient des banderoles “vivre sans le danger nucléaire de Golfech” et distribuent des tracts aux automobilistes. Seule l'arrivée des forces de l'ordre, d'une grosse cisaille et de la grande échelle des pompiers obligent les six enchaînés à quitter le sommet de la cuve. Après le contrôle d'identité, ils sont relâchés.

Jeudi 10 décembre - Paris (75) : “Opération fumier”

Communiqué extrait du bulletin n°2, printemps 1988, du “Comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous”.

« Nous sommes heureux de vous annoncer que le 10 décembre 1987, à dix huit heures quinze, Yves Lecerf, ancien ingénieur nucléaire et professeur d'ethnométhodologie à l'institut Charles V (Université Paris VII), a été, peu après le début de son cours hebdomadaire, couvert de fumier par un dizaine de jeunes

gens. Ceux-ci lui ont également jeté au visage son livre Tchernobyl, la guerre des rumeurs. Le principal objet de cet ouvrage est de transformer la catastrophe de Tchernobyl en “détail” et de faire passer tous ceux qui n'acceptent pas de livrer leur avenir à la mafia nucléaire pour des “valets et victimes” mani-

pulés par les américains et les russes (qui comme chacun sait, sont jaloux de notre belle et florissante industrie nucléaire nationale). Ce révisionnisme de l'atome n'a certes pas le monopole du cynisme et de la

jobardise, mais ce n'est pas une raison pour se priver d'un geste de salubrité publique, pratique et de plus amusant... »

Des atomes crochus.

1988



Jeudi 21, vendredi 22 et samedi 23 janvier - Montauban (82) : Colloque : “Nucléaire, Santé, Sécurité”¹⁹

Colloque d'intérêt général officialisant la possibilité d'accident nucléaire grave en France !

Les pouvoirs publics et EDF jouent la transparence, ils vont noyer les gens sous un flot d'informations techniques rassurantes, éludant les réels enjeux, tout en se refaisant une virginité démocratique.

Mais pour la première fois de son histoire, EDF reconnaît, lors du colloque, l'accident nucléaire comme possible : *“Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir l'accident grave, nous espérons ne pas en avoir mais nous ne pouvons pas garantir qu'il ne se produira pas. On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident civil grave se produise dans une de nos installations.”* (Tanguy, inspecteur général pour la Sûreté et la Sécurité Nucléaire à la Direction Générale d'EDF.)

¹⁹ Des antécédents : la rétention caricaturale d'informations lors de l'accident de Tchernobyl, l'indignation générale qu'elle suscita semble avoir poussé les pouvoirs publics et EDF à une pseudo-transparence vis-à-vis de leur politique nucléaire. Nous assistons, en tout cas, sur la région, à une série de débats contradictoires sur l'énergie en général, sur le nucléaire et Golfech en particulier. [...] C'est cette fois-ci au Conseil général du Tarn-et-Garonne que nous devons le spectacle, plus précisément à son président J.-M. Baylet aidé par Jean Cambon (PS, conseiller général de Nègrepelisse), qui est chargé du comité de préparation, de coordination, bref de pilotage. Sans oublier le concours de *La Dépêche du Midi* qui, pour des raisons inavouées, concentre l'information concernant le colloque uniquement dans son édition départementale du Tarn-et-Garonne. [...] Article du 09.10.1987 : “La prochaine mise en service de la centrale nucléaire de Golfech a définitivement enterré le débat, pour ou contre le nucléaire. Par contre il est indispensable désormais d'informer sur tout ce qui touche à la santé et à la sécurité face au nucléaire...” Le ton est donné pour un colloque qui s'annonce tout aussi démocratique et contradictoire que les précédents. Nul ne peut le nier, les choses ont été bien faites, côte à côte avec des scientifiques nucléopathes (membres d'EDF, du CEA, et de l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire) interviennent d'autres scientifiques indépendants critiques, tel que les responsables de la CRII-RAD (laboratoire indépendant), Mme Rivasi et M. Monier, M. Ramade, professeur d'écologie à l'université Paris Sud (excusé), le docteur F. Fauconnier (qui a mis en évidence les thyroïdes en Haute-Corse dues à Tchernobyl), R. Belbeoch, M. et R. Séné, physiciens atomistes membres du GSIEN, des spécialistes des effets biologiques des faibles doses : le médecin L. Bujan, le professeur Delpoux (ce dernier émet un avis favorable au démarrage de la centrale le 30.10.1989). Et puis surtout, des antinucléaires régionaux sont associés, depuis le début, au comité de pilotage, en particulier le chef de liste des Verts de Montauban, M. Ravailhet et Mesdames Boissière et Soubrier, membres du Comité Tchernobyl-Golfech de Montauban. Des antinucléaires, qui tout en réaffirmant leur opposition à la centrale de Golfech, déclarent dans les colonnes de *La Dépêche* Tarn-et-Garonne du 18 et 20.01.1988 : “Le colloque sur la santé et la sécurité se présentant avec suffisamment d'objectivité, les Verts Tarn-et-Garonne invitent toute personne désireuse de recueillir de l'information à y participer. Il est toujours bon d'entendre des avis contradictoires...”. Et le comité Tchernobyl-Golfech de rajouter : “Un des buts essentiels du Comité est de promouvoir l'information sur le nucléaire, ce colloque nous intéresse donc dans le sens où il est contradictoire...”. [...] Le colloque semble susciter l'intérêt général. Le 14 Janvier dans *La Dépêche*, J.-M. Baylet remercie les organisateurs et associations qui ont préparé le colloque et rappelle que la philosophie de cette manifestation est une première en France car il ne s'agit plus de débattre de l'utilité de la centrale, mais de la sécurité et de ses conséquences sur la santé. [*Golfech. Le nucléaire :...*]

Il s'agit en fait de présenter l'accident comme possibilité éventuelle mais contrôlée et surtout de le faire accepter par la population, c'est l'opportunité pour commencer officiellement la coordination des différents services susceptibles d'intervenir dans ce cas. En un mot, préparer le tri du bétail irradié.[...] Il s'agit encore de couper court à un renouveau de la lutte antinucléaire en divisant le mouvement, en intégrant les antinucléaires “responsables”. Les nouveaux Verts présents devenant la “seule” contestation, reconnue et officialisée. Des Verts qui ne demandent pas mieux que d'entrer, même par la petite porte, dans les coulisses du pouvoir, d'investir la Commission locale d'information et de devenir des partenaires à la gestion sécurisée du nucléaire.²⁰

Une tentative minoritaire de non-intégration :

[En novembre 1987, des libertaires et autonomes toulousains (antinucleaires n'appartenant à aucune organisation spécifique, ayant participé à la lutte contre l'implantation de la centrale dans les années 1970-1980), informés par la presse de la tenue du colloque, avaient essayé de prendre contact avec différents groupes, associations, comités et individus de la région, afin d'organiser une réponse collective à ce qu'ils considèrent comme une provocation. La tentative de coordination contre le colloque s'enlise très rapidement. Les divergences sont très claires, elles portent sur la participation ou non et sur l'appel ou non au boycott du colloque. Finalement le “mouvement” avance en ordre dispersé. Les uns restant des collaborateurs contradictoires (principalement les Verts et le Comité Tchernobyl-Golfch de Montauban ainsi que le groupe Planète en danger de Toulouse). Les groupes d'Agen (VSDNG), de Moissac, de Gascogne voulant ménager la chèvre et le chou appellent au rassemblement et à une marche carnavalesque le samedi 23 janvier. Seul le groupe de Toulouse (constitué pour l'occasion) et le Comité antinucléaire de Carcassonne (Aude) appellent au boycott et à une manifestation le dernier jour, le samedi 23. Appel qui est propagé principalement par le groupe toulousain. A Montauban les affiches (même celles du Comité Tchernobyl-Golfch) sont systématiquement décollées par des équipes d'employés municipaux.]

Le samedi : Environ 300 personnes se rassemblent et partent déambuler, bon enfant, dans les rues de Montauban. C'est aux cris de “Non à Golfch ! Non au nucléaire civil et militaire !”, que la manifestation aboutit “sans préméditation” devant, puis dans les locaux de la rédaction locale de *La Dépêche*. Si dans la rue les manifestants sont calmes, la tension monte d'un cran dans les bureaux de *La Dépêche*, il s'en faut de peu que le local soit mis à sac et le rédacteur en chef molesté (le journal avait refusé de passer l'appel à la manifestation du jour et d'informer les lecteurs de l'opposition au colloque). La manifestation se disperse

²⁰ Nous renvoyons le lecteur / la lectrice aux textes du Bulletin n°2 de la “Coordination contre la société nucléaire” qui traitent de la gestion des catastrophes (disponible à “Coordination contre la société nucléaire”, c/o CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex).

finalement sans intervention de la police, ce qui aurait été très mal vu dans le cadre démocratique de ces trois jours.

Salle du Trianon, sur les lieux du colloque, on s'apprête à sabrer le Champagne ; certainement avec la sensation d'avoir réussi une opération médiatique quelque peu périlleuse. D'ailleurs, quelques “malandrins” obligent les derniers participants à se retrancher derrière des portes closes et se livrent à un vandalisme “puéril et incompréhensible”, sectionnent les tuyaux d'arrosage pour inonder la salle, souillant toasts et petits fours avec le sable de la Garonne et se défoulent sur la voiture du responsable EDF, brisant les vitres et crevant les pneus... la fête se termine.

Des réactions :

- *La Dépêche Tarn-et-Garonne* du 24 janvier 1988 dénonce dans un article intitulé : “*Des mœurs et des méthodes fascistes*”, l'occupation de son local, les menaces envers les deux journalistes présents, le vol d'un appareil photo et de divers dossiers. Les “*soi-disant représentants des soi-disant comités antinucléaires*” sont mis en cause, accusés et une plainte est déposée contre eux (elle n'aura pas de suite).

- Les comités antinucléaires Tchernobyl - Golfech et Gascogne, le groupe Non-violence 82, ont le courage eux aussi de dénoncer dans les colonnes du même journal le 25 janvier : “*les violences commises dans les locaux de La Dépêche par des individus étrangers à leur mouvement [...] Les comités signataires se considèrent comme des représentants du mouvement antinucléaire. Ils ne doivent en aucun cas être tenus pour responsables des actions commises par des éléments extérieurs.*”

Les événements de ces trois jours de Montauban marquent encore une fois la profonde divergence existante entre les diverses composantes du mouvement antinucléaire. Ils développent la peur, déjà profonde, du débordement “radical” au sein de la coordination régionale. Les deux années de lutte à venir jusqu'à la mise en route de la centrale vont prendre la forme d'une lutte sage et responsable. Les antinucléaires espérant (niant l'Histoire) un sursaut des élus, une prise de conscience et un recul réfléchi du pouvoir.

Jeudi 03 mars - Agen (47) : Procès d'un grain de sable

Pierre Kung, agriculteur biologique, passe à nouveau devant des juges. (Déjà jugé le 23.03.1983 [Cf. chronologie], pour avoir brûlé en janvier 1982 un dossier d'enquête de DUP [Déclaration d'Utilité Publique], puis le 30.09.1987 pour avoir dégradé un pylône THT à l'aide de scies à métaux en septembre 1985). Il déclare à ce procès : “*s'il s'avère que je puisse être un grain de sable qui grippe la machine, que m'importe les conséquences sur moi. Punit-on quelqu'un qui tire la sonnette d'alarme face à un danger ?*” Il est alors dispensé de peine. Le

procureur ayant fait appel, il passe aujourd'hui en appel au tribunal d'Agen, EDF réclame 134 500 fr. [20 400 €] de dommages et intérêts.

Mercredi 27 avril - Paris (75) : Les mésaventures de Jean Cardot de l'Institut

Le comité “Irradiés de tous les pays, unissons-nous” a, le 27 avril 1988, publiquement ridiculisé le professeur J. Cardot en le décorant de vraies tripes de vrais moutons irradiés, dans l'enceinte des Beaux-arts de Paris. Un tract, signé “Cobas²¹ du centre de recherche antinucléaire sur le traitement des déchets”, expliquant les motifs de l'intervention est diffusé au même moment. J. Cardot et Michel Gernignani, membres de l'Institut, sollicités par EDF, ont réalisé un troupeau de 22 brebis en résine synthétique pour la somme de 600 000 Fr. [91 000 €]. Ces moutons colorés en blanc, noir, marron et rose ont été installés début 1988 sur les pelouses entourant la centrale atomique de Cattenom (Moselle).

²¹ Référence (?) aux Cobas, qui sont des “comités de base” créés en Italie au cours des années 1980. [Golfech. *Le nucléaire* :...]

Jeudi 08 décembre - Paris (75) : Action contre le colloque de la SFEN

« Hôtel Méridien, fuites en tout genres. Hier, 08 décembre 1988 à 15h30, des spécialistes du nucléaire, disposant évidemment de plus d'informations que la population, ont jugé plus sage d'abandonner le salon Neuilly de l'Hôtel Méridien où ils s'étaient réunis. Deux sources radioactives de césium 137, présumées être disparues de l'hôpital de Dijon en janvier 1988, y avaient été

soi-disant déposées. D'après ces éminents spécialistes, les sources de ce type n'étaient dangereuses que si on les conservait dans la main une centaine d'heures. »

Nous sommes bien obligés de conclure après cette plaisanterie que tout bon nucléariste est d'abord un menteur puis un lâche !

Ce communiqué a été envoyé à l'AFP par le Comité, à la suite de la plaisanterie qui a bien fait marcher les nucléaristes réunis pour un colloque de la Société Française pour l'Energie Nucléaire. »

Informations extraites "*Des fissures dans le consensus*" du Comité "Irradiés de tous les pays unissons-nous", n°3, printemps 1989.

1989



Mardi 24 janvier - Lyon (69) : Occupation pour dénoncer le redémarrage de Superphénix

Une vingtaine de personnes du Comité Malville occupent le siège de la NERSA (Société qui gère le site de Creys-Malville) et installe une banderole “Malville-Stop” sur la façade de l’immeuble. Malgré de vives protestations des antinucléaires de France, de Suisse et d’Italie, le surgénérateur sera couplé au réseau EDF le 21 avril 1989.

Dimanche 19 février - Dans l’Hérault (34) : Le Christ du Pic Saint-Loup est précipité dans le vide

Les amis du Chevalier de la Barre²² revendiquent leur geste.

« Première victime de la centrale de Golfech... ». (Voir le communiqué ci-dessous)

Ses amis récidiveront la nuit du 4 août 1989 en décapitant un groupe de statues du chemin de croix de Rocamadour, fêtant ainsi à leur manière le bicentenaire de la Révolution française. Enfin, le 30.11.1989 (Cf. chronologie), ils feront encore parler d’eux en simulant une alerte à la bombe au cœur de la centrale de Golfech.

²² Les individus qui ont fait cette action utilisent ce nom en référence au Chevalier Jean-François Le Febvre de la Barre, victime de l’intolérance religieuse : en 1766, alors âgé de 19 ans, il a la langue et la main droite coupée, le reste brûlé vif pour avoir brisé un crucifix en bois.

Première victime de la centrale nucléaire de Golfech...

« Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 février 1989, un inconnu se jette du haut du Pic Saint-Loup. Nous ne l'avons pas retenu : il nous emmerdait depuis 2 000 ans. Il n'aimait pas la concurrence des nouveaux dieux, GOLFECH et SUPERPHENIX, sur lesquels se sont reportées les immenses réserves de foi aveugle et de fanatisme.

Le dieu du Pic Saint-Loup est tombé sur la tête !... mais il en reste d'autres ! Français, encore un effort pour être républicain ! 1989 ce n'est plus 1789, et c'est encore 1984 : la coercition, c'est la liberté – les pri-

vilèges, c'est l'égalité – l'état policier, c'est la fraternité. Mais n'en déplaise aux prophètes du lundi, à ceux qui enterrent la révolution trois fois par semaine depuis 200 ans, rappelons que l'expérience humaine continue : l'avantage ne restera pas éternellement aux liberticides.

Face à tous ceux qui attendent quotidiennement à sa vie, le peuple saura-t-il se remettre en armes ?

Fourbissons toujours ! »

Les amis du chevalier de la Barre

Du samedi 10 au mercredi 14 juin - Golfech (82) : Occupation d'une des tours de refroidissement de la centrale

Les journées du 10 et 11 doivent être marquées par un rassemblement (séminaire de réflexion sur le nucléaire) autour du lac de Saint-Nicolas-de-la-Grave. Films, débats, forums, prise de paroles d'Yves Lenoir, de représentants des Verts, concerts de groupes locaux, le weekend doit donc être animé...

Le samedi :

02h : Début de l'opération "Stop-Golfech" qui donne une autre dimension aux festivités.

Armés de leur seule conviction, des membres [5 personnes] des collectifs "Paix" et "VSDNG" enjambent du barbelé, esquivent du vigile et grimpent les 2 793 barreaux de l'échelle qui aboutit au sommet des 178 mètres d'une tour de la centrale. (Voir ci-dessous leur témoignage "Action à Golfech" extrait du journal *Silence*, octobre 1989).

Les jours suivants :

Débute alors une longue occupation. L'action dure cinq jours, sous un soleil magnifique, EDF assoiffant les occupants. Dès les premières heures les médias s'emparent de l'événement. C'est la réussite totale. EDF dépose une plainte en référé pour violation de domicile ; mais la situation délicate rend l'intervention policière impossible. Les autorités sont impuissantes. Le rassemblement prévu près du lac se tient naturellement devant la centrale. Le soutien s'organise, "VSDNG", le collectif "Paix" et les Verts appuient le "commando" avec un premier tract. Il s'agit en premier lieu de populariser leurs revendications.

L'Etat socialiste refuse de céder sous la menace (attentat non violent), aucune concession n'est faite. La grève de la faim est alors déclenchée du haut de la tour.

Sur la tour le soleil travaille pour EDF. Un premier occupant descend se désaltérer et donner quelques nouvelles, il ne remonte pas. Les jours qui suivent voient redescendre un à un les assaillants, le dernier capitulant devant un orage menaçant. On est le 14 dans l'après-midi.

Action à Golfech

« Le 10 juin dernier, à trois heures du matin, cinq personnes sont amenées au pont de "Mondou" sur la Garonne entre Saint-Loup et Valence-d'Agen. L'approche se fait le long du fleuve, au milieu des orties. Après trois quarts d'heure de marche, c'est le premier grillage EDF. Au moyen d'un jeu d'échelle très perfectionné, nous franchissons deux grillages quand soudain, avant de pénétrer dans l'enceinte et de dépasser les dernières grilles, des voix, des bruits. Ce sont deux vigiles et leur chien. Sueurs froides ! Tapis dans l'ombre, à cinq mètres à peine, dans les buissons du parc à lièvres de la centrale où nous étions passés par hasard, le chien flaire soudain l'insolite et se met à grogner. "Chut, du calme", "Il est jeune, il a dû entendre un lièvre". Quelques secondes d'éternité et la patrouille s'éloigne dans la lumière des projecteurs dont EDF n'est pas avare. C'est grâce à une brèche dans les chevaux de frise que nous franchissons sans encombre le troisième grillage, très protégé et très éclairé ; c'est là que nous essuyons notre première blessure, consécutive à la chute d'une des échelles. Nous sommes au cœur du site. Nous essayons de converger vers la tour. Sur notre chemin, à vingt mètres, près du réacteur, les barres de combustibles soi-disant inaccessibles selon la propagande d'EDF.

C'est après les tours et les détours sous et autour de la tour à la recherche de l'accès au chemin de ronde du bas que nous trouvons enfin le passage tant espéré. Ce qui était une forme d'enjeu inaccessible devient soudain réalité...

Mais tous nos problèmes ne sont pas résolus : après vingt mètres d'escalade, la trappe d'accès verrouillée stoppe net notre ascension. Une solution : passer par l'extérieur, à travers les barreaux, dans le vide, à vingt mètres du sol. Malgré une préparation physique des plus rudimentaires, des sacs à dos trop volumineux, les uns après les autres, sacs après sacs, au milieu de la ronde incessante des voitures de vigiles quelques mètres plus bas, le verrou est franchi.

Commence alors la longue escalade de palier en palier, espacés de dix mètres, gênés par nos sacs qui s'accrochent à tout moment aux arceaux de sécurité de l'échelle. Une demi-heure est nécessaire pour accéder au but du voyage.

Moment d'intense émotion : un couloir d'un mètre cinquante de large avec muret intérieur d'un mètre de haut et de l'autre coté une simple main courante composée de deux barres parallèles, nous séparent du vide de 178 mètres qui

sera notre quotidien pendant quelques jours. A six heures du matin, on a des frissons. On déroule la banderole Stop. A neuf heures, message passé, on apprend à la radio que cinq personnes occupent la plus haute tour de la centrale de Golfech. Les négociations peuvent commencer. »

Christian Brouée, Chantal Malherbe,
Alain Chatrain, Pierre Kung, André Crouzet.

Samedi 17 juin - Golfech (82) : Rassemblement contre la centrale

Pendant qu'une occupation symbolique se poursuit sous une tente devant la centrale, 400 personnes se rassemblent à nouveau et manifestent leur refus du démarrage...

Dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 juin - Golfech (82) : Intervention musclée contre les campeurs

Alors qu'une vingtaine de personnes campent sur place, des gros bras non identifiés agressent le campement, tirent des coups de feu et détruisent les abris de toile construits par des antinucléaires.

Mercredi 21 juin - Golfech (82) : Fin de l'opération

06h : C'est avec l'intervention des forces du progrès et de l'ordre (gendarmerie) que se termine l'opération Stop-Golfech.

Dimanche 09 juillet - Labastide d'Armagnac (40) : La caravane du Tour de France tombe sur un os

Le peloton de coureur s'élance. En travers de leur route, une solide chaîne à laquelle se cadénassent une vingtaine de personnes l'arrête net...

Deux banderoles STOP-GOLFECH se déploient, des tracts sont distribués aux nombreux badauds. Les enchaînés parlementent avec les autorités et le cycliste B. Hinault dont la voiture est immobilisée. Les cyclistes passent un à un le barrage. La chaîne est finalement coupée en deux et les manifestants délogés de la chaussée. Cette action spectaculaire est largement relayée par les nombreux journalistes présents, et connaît un écho important dans les médias locaux et nationaux.

Jeudi 05 octobre - Niort (79) : Opposition aux déchets nucléaires

Le président du Conseil général des Deux-Sèvres, George Treille, exprime son opposition à l'implantation d'un centre de stockage de déchets radioactifs en Gâtine [région Poitou-Charentes].

Même jour - Amiens (80) : Le Conseil régional de Picardie se déclare opposé à un projet de stockage sur le site argileux de Montcornet [département de l'Aisne].

Samedi 18 novembre - Montcornet (02) : Manifestation contre le projet de stockage des déchets

Quatre cents personnes manifestent. Plusieurs élus locaux sont présents (54 communes des environs refusent le stockage excepté le maire de Montcornet), ainsi que les Belges (de la région de Chimay, qui est confrontée aussi à un projet de stockage nucléaire) et des délégations venues du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres.

Jeudi 30 novembre - Le retour des Amis du Chevalier de la Barre : le grand bluff...

Allons-nous enfin vivre l'explosion nucléaire en direct ? C'est en tout cas ce que proposent les Amis du Chevalier de la Barre : « Devant l'imminence de la mise en route de la centrale, nous programmons ce jour la télécommande pour que les explosions se produisent le 24 décembre à minuit ». Ceci est une des phrases qui composent le communiqué envoyé à la presse. Et de rajouter : « Lors de la construction de la centrale, nous Amis du Chevalier de la Barre, avons pu noyer dans le béton des enceintes suffisamment d'explosifs pour endommager gravement la centrale et la rendre hors d'usage ».

Suzanne Gaillarde du défunt *Journal de Toulouse* (30.11.1989) relate les faits. Elle reproche aux Amis du chevalier de la Barre d'agir dans l'anonymat, elle qui fait parler de son côté des antinucléaires anonymes se désolidarisant de l'action : *“Nous nous désolidarisons de ces énergumènes qui dévalorisent notre action, au moment même où nous faisons preuve de notre détermination, mais au grand jour devant la centrale”*. Comme si des antinucléaires avaient pu croire que d'autres antinucléaires aient voulu un jour provoquer une catastrophe nucléaire. Il n'y a que les journalistes et l'Etat pour utiliser la terreur et détourner en cauchemar potentiel ce qui n'est au départ qu'une bonne blague. Une semaine plus tard, c'est J.-P. Roland qui reprend l'événement dans un article de *La Dépêche*. Il rajoute un élément du communiqué des Amis du Chevalier de la Barre : *“Nous avons attendu le dernier moment. Nous espérons que les luttes antinucléaires réussiraient à stopper la centrale à défaut d'une réflexion intelligente de votre part [...]”*. L'article présente ensuite un éventail des diverses formes d'actions antinucléaires, opposant les violentes aux non-violentes. Puis il reprend le communiqué-réponse d'EDF, qui dit ne pas avoir pris au sérieux la menace d'explosion, mais qui affirme quand même avoir pris toutes les mesures de sécurités nécessaires. Les Amis du Chevalier de la Barre se sont déjà manifestés (Cf. chronologie, 19.02.1989). Ci-dessous, la lettre d'un responsable de la sécurité à Golfech (vraie ou fausse ?) qui a fait parvenir le

communiqué des Amis du Chevalier de la Barre aux médias.

Lettre ouverte d'un responsable de la sécurité de la centrale nucléaire de Golfech :

« *Madame, Monsieur,*

Vous trouverez ci-jointe la photocopie d'une lettre parvenue il y a quelques jours à la direction de la centrale de Golfech. Cette information inquiétante n'a, à ce jour, trouvé aucun écho auprès de la direction de la sécurité de la centrale qui préfère ignorer cette menace ; celle-ci, qui semble effectivement marquée du sceau de la fantaisie la plus délirante, peut très bien l'être aussi du plus froid fanatisme ; elle émane d'un groupe méconnu mais qui n'est pas à son premier coup d'essai. Il m'a paru donc de mon devoir de la faire connaître à l'opinion publique, car même si un tel sabotage paraît difficile à réaliser, RIEN ne permet d'affirmer à 100 % que nous sommes à l'abri d'un tel risque. En effet, et bien que la surveillance ait été draconienne aux cours de la construction de la centrale, aujourd'hui aucune investigation de la structure ne peut certifier absolument l'absence de ces charges explosives dans les enceintes de béton. Devant l'ampleur de la menace, si improbable soit-elle, le silence et l'inaction sont-ils encore de mise ?

Vous comprendrez aisément que je tiens à rester anonyme dans ma démarche. Mais je suis prêt à rompre cet anonymat si rien n'était fait dans les jours qui viennent pour prendre au sérieux cette menace et dans un premier temps au moins, surseoir au changement du réacteur. En espérant que l'information transmise puisse assurer la sécurité que tout le monde souhaite en matière de nucléaire. »

A Golfech, le 25 novembre 1989

Jeudi 30 novembre - Angers (49) : Les déchets que personne ne veut²³

Le Conseil Général de Maine-et-Loire, présidé par Jean Sauvage, se prononce à l'unanimité contre le cimetière nucléaire en Anjou.

Mardi 12 décembre - Paris (75) : Autorisation de la mise en route de Golfech et pseudo débat sur l'énergie

Alors que le ministre de l'Industrie Fauroux et le secrétaire d'Etat à l'Environnement Brice Lalonde signent l'autorisation de chargement en combustible de la centrale de Golfech, un débat sur l'énergie de trois heures

²³ Les informations sur la lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires proviennent toutes de l'ouvrage *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*, textes choisis et présentés par l'« Association contre le nucléaire et son monde », Ed. La Lenteur, 2007.

préparé par Huguette Bouchardeau se prépare à l'Assemblée nationale.

Même jour - Trayes (79) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : La résistance se met en place

15h15 : Pendant que le consensus nucléariste s'affiche au Parlement, trois escadrons de gendarmes mobiles (environ 250 hommes) tentent d'occuper, dans les Deux-Sèvres, le terrain où l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets RadioActifs) a décidé d'effectuer ses travaux de forage près de Trayes, au lieu-dit "Le Bois". Mais le site est occupé par les associations "CIAD" et "Granit" depuis le matin. 800 personnes arrivent immédiatement sur les lieux et s'opposent avec divers engins agricoles à une colonne de gendarmes mobiles qui s'avance précédée de deux blindés.

Vers 17h : Les militaires se retirent finalement, l'opération des opposants est une réussite.

Nuit du mardi 12 au mercredi 13 décembre - Vers Bourg D'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Les forces de répression arrivent

Trois escadrons de gendarmes mobiles prennent position autour de la ferme de Gibaudière, site de forage prévu, près du village du Segréen Bourg d'Iré. Les gendarmes sont cantonnés sur place, au château Bellevue réquisitionné par l'Etat. A Bourg d'Iré, les habitants se souviennent que la dernière occupation du château et du village date de 1940.

Mercredi 13 décembre - Vers Bourg D'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Début des affrontements

Dans la matinée : Des affrontements éclatent autour du site du forage entre les militaires et 300 manifestants, ("*sans l'ombre d'un écolo citoyen dans leurs rangs*", note *La Nouvelle République*) décidés à empêcher l'installation des gendarmes mobiles. Les militaires utilisent des gaz lacrymogènes et cinq d'entre eux sont blessés à la suite de jets de pierres.

Dans l'après-midi : Les élus des treize communes organisent une marche sur le site avec l'appui du député Laffineur revenu de Paris "en TGV". Pendant qu'ils entament "un dialogue de sourds" avec les agents de l'Andra, les techniciens de la filiale du CEA clôturent sous leurs yeux le terrain avec un grillage de deux mètres de haut. Pendant ce temps, 300 manifestants plus réalistes que leurs représentants préparent des gourdins. Après le départ de Laffineur et des élus, de nouveaux affrontements éclatent. Pendant que les élus palabrent à la sous-préfecture de Segré puis à la Préfecture d'Angers, 50 opposants munis de haches mettent à sac les locaux de l'Andra, basée à Segré. "Les Chouans" de Gâtine

sont mobilisés jour et nuit et, s'attendant à un retour des gendarmes mobiles, ils mettent en place des barrages sur les routes d'accès au site de forage. Les opposants assurent des tours de garde permanents et communiquent efficacement entre les divers barrages par CB ; ils filtrent et contrôlent le passage des voitures.

Des réactions :

- Max Alleau, de "Granit", *"ne cesse de prêcher la non-violence"*.
- Un opposant note : *"Ce n'est pas une manifestation d'agriculteurs. Ici, il y a tout le monde. La preuve : une vingtaine d'ouvriers de chez Ribouleau ont quitté leur travail pour empêcher l'arrivée des gendarmes."*
- Le député de Parthenay (79), Jean de Gaulle, s'agite et prend rendez-vous avec Fauroux (ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Aménagement extérieur) vendredi.
- Jean-Yves Pavéc (un des représentants de la CADSA [Coordination Anti-Déchets pour la Sauvegarde de l'Anjou]) déclare : *"La seule présence des gardes mobiles était une agression. S'il y a eu cinq blessés dans les rangs des forces de l'ordre, nous en avons compté quatre chez nous. Il y a une volonté évidente de nous faire peur."*

Jeudi 14 décembre - Vers Bourg d'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Barricadage du site

Dans la soirée : Soixante opposants bloquent les accès de la Gibaudière. Ils déposent sur la route une vieille carcasse de voiture, une moissonneuse-batteuse, des bottes de paille et des pneus, avant d'y mettre le feu.

Cette fois, six escadrons de gendarmes mobiles (environ 450 hommes) sont présents pour assurer la protection du site de forage de la Gibaudière lors de la manifestation prévue samedi "pour la défense de la démocratie". Dans un communiqué à la presse, les Verts des Deux-Sèvres demandent à tous les élus locaux et régionaux de se désolidariser publiquement de l'action illégale du gouvernement du mardi 12 décembre.

Vendredi 15 décembre - Vers le Bourg d'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Appel à manifester et affrontements

L'union CFDT du Segréen appelle à la mobilisation : *« Beaucoup de gens disent "on n'est pas d'accord". Il ne suffit pas de le penser, il faut agir »*, dit-elle. Dans un communiqué, la Cadsa déclare : *"Face à la détermination de la population et de ses élus, les pouvoirs publics ont répondu par l'envoi des forces de l'ordre. C'est un sentiment de honte qui nous envahit, la démocratie la plus élémentaire"*

a été bafouée [...]”, il faut “*maintenant mener un combat pour le respect de la démocratie dans notre région*”. A la Gibaudière, où deux bungalows et une pelleteuse ont déjà été installés sur le site de l’Andra, le mot d’ordre est : “*La plate-forme de forage ne passera pas.*”

Tout au long de la journée : Des affrontements ont lieu entre les gendarmes mobiles et une centaine d’opposants. Les entreprises qui travaillent pour l’Andra sont désormais visées. Le matin, une voiture de la société de gardiennage nantaise Securicor est incendiée. La “Jeep Cherokee” d’un entrepreneur de la SCTP (travaux publics) de Châteaubriant est retournée puis brûlée. Le feu est également mis à un tractopelle, et les pneus d’un poids lourd porte-engins sont crevés, les clés de l’engin confisquées. Les gendarmes mobiles répliquent par des tirs tendus de grenades lacrymogènes.

Samedi 16 décembre - Bourg d’Iré (49) [LUTTE CONTRE L’ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Manifestation et affrontements

Dans le petit village de Bourg d’Iré, qui compte 850 habitants, quelques 800 gardes mobiles sont mobilisés. Malgré la pluie, 1 500 personnes manifestent sur le site de Gibaudière : “Manifestation de la honte” selon les organisateurs, qui ont donné des consignes pour que tout se déroule dans le calme :

- “*Il faut laisser les gourdins au vestiaire aujourd’hui*”, insistent les animateurs de la Cadsa.

Le périmètre de recherche de l’Andra, déjà clôturé, a été renforcé par une tranchée et un gros talus. Un agriculteur vient planter à la barbe des 500 gendarmes mobiles deux pancartes où on peut lire “Nouveau Berlin” et “Mur de la honte”. En tête de la manifestation se trouvent des élus (député Laffineur, maires, conseillers généraux, tous ceints de leur écharpe tricolore).

Vers 15h : La Cadsa invite les manifestants à brûler symboliquement leurs cartes d’électeur. Ce que font immédiatement plusieurs dizaines de personnes.

De 15h30 à 17h : “De jeunes et moins jeunes agriculteurs” vont affronter les gendarmes mobiles. Un agriculteur est sérieusement blessé au visage par un tir tendu. Il souffre de diverses fractures.

Du 13 au 16 décembre : 1 500 grenades lacrymogènes ont été utilisées sur le site de la Gibaudière : des grenades F2 (à gaz) et F4 (explosives).

Mardi 19 décembre - Près de Saint-Jean-Sur-Reyssouse (01) [LUTTE CONTRE L’ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN BRESSE] : Blocus du site

“Sauvegarde de la Bresse” déverse 30 000 litres de lisier de porc sur le terrain choisi par l’Andra pour effectuer ses forages. La route qui mène au site est barrée par plusieurs peupliers et cinq camions de citerne à lait. 300 gendarmes

mobiles sont mobilisés.

Sur le site, six équipes se relaient toutes les 24 heures depuis une semaine pour prévenir le retour des militaires.

Mercredi 20 décembre - [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Des réactions à l'occupation du site :

- Alors que “la Gâtine monte la garde”, Max Alleau, de Granit, en évoquant la situation en Anjou, déclare : *“Nous sommes des pacifiques. Mais il ne faudrait pas nous provoquer. Si cela devait déraper, ce ne serait pas de notre fait [...]. Nous espérons que ce ne sera pas le sang qui fera parler de nous à l'échelon national.[...] Les gens du site, s'ils sont piétinés, ne resteront pas sans rien faire. [...] Et cela risquerait d'aller plus loin qu'à Segré. Pour notre part nous ferons tout pour que les gens restent calmes.”*

- Laffineur intervient à l'Assemblée nationale pendant trois minutes, et y dénonce *“l'attitude provocatrice [du gouvernement] qui s'assimile à une véritable occupation militaire de la commune de Bourg d'Iré, ressentie sur place comme une agression qui entraîne des réactions de colère et de désespoir de plus en plus difficiles à maîtriser.”*

Jeudi 21 décembre - Vers Bourg D'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Affrontements sur le site

A la Gibaudière, ce sont 200 manifestants qui affrontent les gendarmes mobiles, ceux-ci ripostent alors à coup de grenades lacrymogènes. Des sacs de soufre sont enflammés autour du site pour enfumer les militaires. La veille, toutes les maisons du Segréen ont reçu une affiche éditée par la Cadsa : “Déchets nucléaires = démocratie matraquée.” Pour la Fédération écologiste bretonne, *“une fois de plus, l'effet Plogoff se met en route”*.

Dans la nuit : Un semi-remorque de l'entreprise Hervé qui travaille pour l'Andra est incendié dans une carrière exploitée par la société.

Samedi 23 décembre - Ancenis (44) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Péage gratuit

350 personnes occupent pendant trois heures un poste de péage de l'autoroute Nantes-Angers. Les automobilistes ne payent pas leur écot et des tracts d'information sont distribués. Les gendarmes présents se voient tenus à distance et les pneus de leur estafette sont dégonflés. Les automobilistes récalcitrants sont promptement ramenés à la raison par quelques “porteurs de bâtons”.

Une trêve est décidée à la Gibaudière à partir du soir 20h, jusqu'à mardi 8h.

Mardi 26 décembre - Vers Bourg d'Iré (49) : [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Mise en place de barricades

[Trois barrages sont déjà mis en place autour de la Gibaudière par 200 opposants des communes alentour.]

Vers 06h : Au carrefour du Grand-Ormeau, les opposants mettent en place un barrage constitué d'un immense amas de carcasses d'automobiles et de souches surmontées d'une pancarte "Dangers, explosifs". Un autre barrage est mis en place à l'intersection du Grand Domaine. Une tranchée profonde d'un mètre est creusée à la pioche à 300 mètres de la Gibaudière ; une dizaine de poteaux télégraphiques sont mis à terre à l'aide de tracteurs. Des arbres sont sciés et des pneus enflammés sur le pont qui enjambe la Verzée.

[Les militaires patrouilleront à bord d'engins tout-terrain et déferont les barrages.]

Des réactions :

- 19 organisations (Cadsa, organisations agricoles, les Fédérations de chasseurs de Maine-et-Loire, la CFDT, les associations familiales, etc.) écrivent au secrétariat d'Etat à l'Environnement pour demander "*dans le Segréen, comme dans les autres sites concernés par les projets de l'Andra, le départ des forces de l'ordre et l'arrêt des travaux*".

Nuit du mardi 26 au mercredi 27 décembre - Dans le Segréen (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Attaque incendiaire

Un camion de l'entreprise Hervé, un semi-remorque de 38 tonnes, est incendié.

Jeudi 28 décembre - Dans le Segréen (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Affamer l'envahisseur

Le blocus alimentaire contre les gardes mobiles s'organise. Dans les villages de la région de Segré les boulangers ainsi que les petits commerçants refusent déjà depuis quelques temps de servir les militaires. Sous la pression de 200 manifestants, les directeurs des grandes surfaces de la région (Leclerc, Intermarché à Segré et Tummy à Noyant-la-Gravoyère) s'engage à ne plus ravitailler les gendarmes mobiles. Dans ces trois supermarchés visités par les opposants, des affiches "Déchets nucléaires : la démocratie matraquée" sont apposées. Le centre Leclerc, qui "désobéit", voit sa porte bloquée par plusieurs tonnes de fumier.

Mercredi 30 décembre - Juigné-des-Moutiers (44) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : A force de persévérance

“Conséquence des menaces et dégâts dont l’entreprise a fait l’objet”, l’entreprise Hervé, fournisseur de matériel de forage pour l’Andra, fait savoir qu’elle a l’intention de retirer son matériel dans les plus brefs délais et qu’elle ne participera plus aux travaux éventuels sur le lieu-dit de la Gibaudière à Bourg d’Iré... “sauf en cas de réquisition, ce qui risque d’arriver” (communiqué à Ouest-France, 30 décembre 1989). Le préfet réquisitionne les engins de l’entreprise Hervé. Des manifestants bloquent la voie ferrée Angers-Le Mans, près d’Etriché. En Gâtine, les barrages sont maintenus durant les fêtes de fin d’année.

1990



Jeudi 04 janvier - Vers Bourg D'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Départ forcé

A partir de 16h : Des dizaines de manifestants exigent le départ d'une pelleteuse réquisitionnée de la DDE (Direction Départementale de l'Equipement) destinée à effectuer des travaux de refaction du chemin d'accès au château de Bellevue.

Pendant plusieurs heures, des négociations ont lieu entre un ingénieur de la DDE et les opposants dont le nombre grossit à Sergé comme à la Gibaudière.

Vers 22h30 : Finalement, un camion porte-char enlève la pelleteuse pour la conduire à Angers. D'autre part, quatre engins nécessaires aux forages quittent la Gibaudière, dont deux d'entre eux appartenant à l'entreprise Hervé. Les deux autres ont les portières maquillées afin d'empêcher toute identification de l'entrepreneur collaborateur. Les élus du Segéen décident de boycotter les vœux du préfet. Seul, Jean Sauvage, président du Conseil général de Maine-et-Loire, accepte de s'y rendre : "*par correction*", dit-il.

Vendredi 05 janvier - Angers (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Discours du Préfet

300 élus de la région de Bourg d'Iré boycottent les vœux du préfet Anciaux et se réunissent à la Gibaudière. Pendant ce temps, le préfet s'adresse aux notables locaux (parmi lesquels se trouvait l'ensemble des parlementaires de Maine-et-Loire à l'exception du député de Segré, Laffineur) et dans un discours qui n'a sans doute pas fini de servir aux hommes de l'Etat, il dit : "*Depuis 1976, cinq gouvernements français successifs ont fait le même choix [de l'industrie nucléaire]. Le Parlement a approuvé cette politique à de nombreuses reprises et la dernière fois, le 12 décembre dernier, il y a moins d'un mois [...]. La démocratie est un privilège, mais c'est aussi une fleur fragile. Si des décisions prises régulièrement par le Parlement peuvent être mise en échec par une réaction locale, même unanime, même respectable, il n'y a plus de démocratie. Or depuis trois semaines, toutes sortes d'excès, tous sortes d'exactions sont commis ici : barrages de routes, d'autoroute, de voies ferrées, contrôle irrégulier de véhicules sur la voie publique, abattage d'arbres et de poteaux téléphoniques, séquestration de personnes, pressions physiques sur les commerçants et les entreprises, incendies de véhicules [...].*"

Même jour - Près de Saint-Jean-Sur-Reyssouse (01) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN BRESSE] : La lutte reprend

"Sauvegarde de la Bresse" creuse à l'aide d'un bulldozer une dizaine de tranchées sur la route conduisant au site de forage prévu.

Samedi 06 janvier - Paris (75) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Les provinciaux s'invitent dans la capitale

300 opposants investissent un train à Angers pour se rendre à Paris, manifester et coller les affiches “Déchets nucléaires : démocratie matraquée” sur les murs du ministère de l'Industrie. Un voyage gratuit et sans encombre où les antidéchets utilisent la sono du train et distribuent des tracts aux voyageurs. Pendant ce temps, la préfecture d'Angers avertit celle de Paris que “300 excités ou casseurs” arrivent par le train à la gare Montparnasse. Lorsque le train arrive (composé d'hommes, femmes et enfants), un comité d'accueil de 250 CRS armés se trouve sur le quai. La préfecture de Paris décide : “*La manifestation n'a pas été déclarée, elle est donc interdite.*” Les CRS remettent les manifestants dans trois TGV à destination d'Angers, aux frais de la SNCF : il faut dire que pendant ce temps, 200 personnes occupent la gare d'Angers. Au retour des 300 opposants, une manifestation spontanée de 500 personnes défile dans les rues de la ville au cri de “*Angers avec nous !*”.

Jeudi 11 janvier - Segré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Guerre aux palais !

200 personnes affrontent dans la soirée les gendarmes mobiles qui escortent un convoi transportant du matériel de forage. L'opération ayant échoué et malgré les appels à dispersion, les manifestants se dirigent vers la sous-préfecture de Segré. Là, des pavés et des boulons sont lancés contre la sous-préfecture et contre les gendarmes mobiles qui protègent le bâtiment. Quelques vitres sont brisées et des grenades lacrymogènes sont utilisées par les militaires. Le sous-préfet Dubois, très perspicace, voit dans cette manifestation, qui se terminera avant minuit, la volonté d'entrer dans la sous-préfecture. Quant au préfet Anciaux, il stigmatise les opposants, “*150 casseurs munis de frondes et de boulons*”. La Cadsa appelle dans un communiqué à un rassemblement à Angers, le samedi 20 janvier.

Lundi 15 janvier - Vers Bourg d'Iré (49) [LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Barrages et tentative d'action sur les machines du site

Dans la région, 80 équipes de surveillance se relaient 24 heures sur 24 sur les axes autour de la Gibaudière. Selon un responsable de la Cadsa, “*l'objectif n'est pas de bloquer mais d'identifier*”.

Dans la matinée : Une cinquantaine d'opposants tentent d'arracher les caches posées sur les plaques d'immatriculation des engins de chantier, mais l'arrivée des gendarmes mobiles les obligent à se replier.

Lundi 15 janvier - Agen (47) “Planète état d’alerte” occupe la préfecture

La toute nouvelle association “Planète état d’alerte”, créée en novembre 1989 (par d’anciens membres de VSDNG), dont le but est de “promouvoir et développer l’information sur l’homme, son environnement et les atteintes à leur intégrité [...]” passe à l’action...

Montés sur le toit de la préfecture, les militants antinucléaires déploient deux banderoles et s’enchaînent à la balustrade : “Golfech imposé au nom de la raison d’Etat... Nucléaire non merci”. L’intervention de la police met rapidement fin à l’occupation.

[“Planète état d’alerte” participera à l’occupation le 30.06.1992 (Cf. chronologie) de deux grues sur le chantier de la centrale de Civaux dans la Vienne.]

Mercredi 17 janvier - [LUTTE CONTRE L’ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES EN ANJOU] : Visite touristique et attaque d’un convoi

Dans un communiqué publié par *Ouest-France*, la Casda propose une rencontre aux six élus polonais accueillis du 16 au 22 janvier en Anjou pour les familiariser avec “la vie locale démocratique”. Selon la Casda, une visite du site de la Gibaudière permettra aux Polonais “*comme le souhaitent les promoteurs de ce séjour*”, de repartir “*avec dans la tête une succession d’images qui pourront les aider à mettre sur pied leur propre démocratie !*” De multiples associations appellent à la manifestation du 20 janvier : la FDAFR, une association des donneurs de sang du Segréen, l’Association des jardins familiaux... Toutes les mairies du Segréen mettront à disposition des habitants des cars pour se rendre à Angers le 20. Le comité du commerce de Segré propose à tous les commerçants et artisans de cesser le travail samedi après-midi. Protégé par 200 gardes mobiles, un convoi de cinq camions chargés de pierres destinées à l’empierrement du chemin reliant le château de Bellevue à la route est attaqué par plusieurs dizaines de manifestants lors de son passage au Bourg d’Iré. Depuis le matin, les gendarmes mobiles occupaient la place du village pour prévenir toute riposte de la population. Elle ne se fera pas attendre : pierres et gourdins (“*certains bâtons avaient même des pointes au bout*”, notera un commandant de gendarmerie) contre gaz lacrymogènes, et il y aura même des corps à corps entre manifestants et militaires. De nouveaux opposants arrivent sur place, il est décidé de détourner la circulation (entre Segré et Candé) vers la Gibaudière afin que les automobilistes passent par Bourg d’Iré et le château de Bellevue : “*Nous avons voulu montrer ce qu’est une commune sous l’occupation*”, dira un opposant. Finalement ce sont des bulldozers du Génie militaire d’Angers envoyés spécialement dix jours avant qui étalent le gravier sur le chemin. Jusque tard dans la soirée, d’importantes forces de gendarmerie quadrillent la région et contrôlent l’identité des habitants. Jacques Amadéo, vétérinaire qui connaît bien les gens de la région, déclare : “*Tout le monde en a*

ras-le-bol ici, des jeunes jusqu'aux mémés de 85 ans."

Dans la soirée : Le préfet Anciaux donne sa version des faits lors d'une conférence de presse : *"Deux des escadrons de gendarmerie qui protègent le site sont logés au château de Bourg d'Iré. Le passage incessant des véhicules a fini par dégrader les chemins d'accès et on a décidé de faire venir des camions de graviers pour les rempierrer. Dix convois de cinq véhicules escortés étaient prévus. Hier, en fin de matinée, un de ces convois a été attaqué à la sortie du Bourg d'Iré par une centaine de manifestants particulièrement agressifs. Un véhicule de gendarmerie a été isolé, attaqué aux pierres et aux billes d'acier. Des vêtements ont été volés et les gendarmes, qui ont eu douze blessés, ont dû se dégager aux grenades lacrymogènes. Je trouve énorme qu'il y ait eu de tels accidents à propos de transports de cailloux. Mais les faits se renouvellent : la semaine dernière c'était l'assaut de la sous-préfecture qui aurait été dévasté sans la présence d'un escadron. Voilà pourquoi je dis que les élus ne maîtrisent plus la situation.[...] on est entré dans un processus de violence où le respect des lois n'existe plus, où des casseurs sans foi ni loi se livrent en permanence à des exactions."* Mais, ajoute-t-il, *"il n'y a aucun retard dans le programme des travaux."* Le préfet qui veut faire peur, annonce de plus que d'importantes forces policières ("invisibles"!) seront mobilisées samedi pour prévenir tout débordement.

Samedi 20 janvier - Angers (49) : manifestation monstre et calme

15 000 personnes (beaucoup de jeunes sont présents) se retrouvent à Angers pour la plus grande manifestation que la ville ait connue depuis mai 68. Cette manifestation marque l'extension de l'opposition à l'ensemble de l'Anjou. Des délégations des Comités anti-poubelle de l'Aisne (CAPA) et de Neuvy-Bouin (CIAD et Granit : 150 habitants des Deux-Sèvres) sont présentes ainsi que des habitants de la Mayenne, de la Sarthe, de la Loire-Atlantique, de la Vendée, de la Manche et de la région parisienne.

Durant celle-ci, Didier Anger, se député européen des Verts, en profite pour donner une leçon aux manifestants, car lui, "militant historique écolo" qui a pu voir comment on nucléarise un pays, connaît par cœur la lutte antinucléaire : *"L'Etat nucléaire est un mur ; à s'y cogner la tête on s'y fait mal et on ne le détruit pas quand on est isolé. Mais un mur peut s'effondrer quand on est des milliers à le contourner. C'est ce que vous faites, vous, sur le terrain ; nous au Parlement européen (sic). Il faut faire l'économie de la violence ; arrêtons le programme, discutons, essayons de trouver les moins mauvaises solutions et décidons par référendum"*.

La chronologie publiée par l'Association contre le nucléaire et son monde dans l'ouvrage *Histoire lacunaire...*²⁴ se termine en mars 1990. La lutte s'oriente

²⁴ *Op. Cit.*

alors vers un axe plus institutionnel.

Dimanche 01 avril - Golfech (82) : Le poisson “canular”

A l'appel de la Coordination Stop-Golfech une cinquantaine de personnes participent à la journée Poisson d'Avril qui commence à Golfech par une tournée informative dans les villages autour de la centrale et mini-manifestation dans les rues d'Agen. C'est l'occasion pour les antinucléaires de déposer leurs déchets divers, sacs et bidons poubelles devant les grilles de la préfecture de la ville. Intervention délicate des forces de l'ordre et de la propreté. Une fausse circulaire de la préfecture distribuée aux passants annonce le rationnement de l'eau prévu dès la divergence²⁵ de la centrale.

Samedi 21 avril - Lot-et-Garonne (47) : Sabotage

Acte de “malveillance” sur une ligne de moyenne tension entre Pont-du-Casse et Bon-Encontre qui provoquera une panne de plusieurs heures, privant de nombreux foyers de télévision. EDF portera plainte contre X.

Dimanche 22 avril - Golfech (82) : “Journée mondiale de la terre”

Stop-Golfech organise une opération “déchets” devant la centrale nucléaire. *“Comme EDF et l'Etat s'obstinent à envisager la prolifération de déchets radioactifs pour des milliers d'années, nous leur apportons nos déchets”* déclare un manifestant. Une cinquantaine de participants amènent de nombreux sacs poubelle qui sont déposés devant et par dessus la grille du portail d'entrée de la centrale. Une vieille carcasse de voitures est incendiée. Quelques militants sont interpellés sur le site.

Mercredi 25 avril - Toulouse (31) : Golfech poubelle.

Dans la soirée : Une opération poubelle est menée devant les locaux EDF des allées F. Roosevelt. Les “vandales” brûlent les détritiques qu'ils ont amenés et, avant de partir, pour éviter la flicaille, ils laissent un bombage sur la devanture “Golfech poubelle”.

Dimanche 13 mai - Malause (82) : Attentat contre le barrage EDF de Malause

05h : [« L'eau est “*res nullus*” : la propriété de personne ». Le barrage de Malause, qui encombre la Garonne, a été construit de 1968 à 1972 pour retenir les eaux du Tarn et de la Garonne ; la retenue ainsi créée (plan d'eau de Saint-Nicolas-de-la-Grave) est d'un niveau suffisant pour alimenter un canal d'amenée

²⁵ Etablissement de la réaction en chaîne dans un réacteur nucléaire.

jusqu'aux usines hydroélectriques et nucléaires de Golfech. L'eau du canal est ainsi turbinée pour la production électrique puis une partie est utilisée pour le refroidissement des réacteurs de l'usine nucléaire. Le barrage avait déjà subi un attentat le 17.07.1980 (Cf. chronologie dans la brochure *Actions directes contre le nucléaire et son monde*, volume 1).]

Cette fois-ci, le sabotage (une douzaine de charges explosives) vise les bras de retenue de deux vannes du barrage, ainsi qu'une grue de levage nécessaire à la manutention des batardeaux [digue, barrage provisoires établis pour assécher la partie où l'on veut exécuter des travaux], permettant la réparation des vannes.

La grue est entièrement détruite, alors que les bras eux résistent aux explosions et ne cèdent pas.

[La rupture de ces bras aurait entraîné l'ouverture des vannes, la vidange du plan d'eau et du canal d'amenée, l'arrêt par manque d'eau des centrales hydrauliques et nucléaires²⁶.]

Quels risques un tel acte fait peser sur la population ? Localement en tout cas, il semble que la peur de la centrale et de ses retombées éventuelles soit plus obsédante que les pets dans l'eau des antinucléaires. Evidemment les réactions dans la presse furent unanimes pour dénoncer l'attentat, le catastrophique raz-de-marée évité de justesse et le désastre écologiste dû à la baisse du niveau des eaux. Mais le plus intéressant ce sont les commentaires des écologistes antinucléaires officiels.

Des réactions :

- André Crouzet, un des membres lot-et-garonnais de la coordination "Stop-Golfech" : *"Si c'est bien un attentat antinucléaire, c'est un dérapage malheureusement compréhensible en raison du ras-le-bol que l'on sent monter vis-à-vis d'EDF [...] Nous sommes obligés aussi de nous demander s'il ne s'agit pas d'une tentative pour jeter le discrédit sur les opposants à Golfech [...]"* (extrait d'une interview à *Sud-Ouest* le 15 mai 1990).

²⁶ EDF, dans un premier temps, communique que l'exploitation se poursuit normalement, puis que le plan d'eau va être abaissé de plusieurs mètres (100 millions de m³ seront lâchés au total) et enfin, le 18 mai, que la centrale nucléaire est arrêtée depuis le 16 pour procéder au nettoyage d'échangeurs sur un circuit auxiliaire de réfrigération. *La Dépêche du Midi* confirme le 17 qu'EDF a dû, hier, délester plusieurs millions de m³ d'eau et s'empresse d'ajouter : "Les agriculteurs ne pourront pas irriguer leurs terres [...] les distributeurs d'eau sont en état d'alerte [...] les aloses qui remontent actuellement la Garonne pourraient être pris au piège [...]" Les antinucléaires, voilà l'ennemi ! "Les Amis de la terre" et le bulletin du "Réseau pour un avenir sans nucléaire" nous apprennent que la centrale est toujours arrêtée le 2 juin et qu'EDF a reconnu un incendie dans une borne du transformateur général. En fait, tout laisse à penser qu' EDF a préféré éteindre le réacteur par sécurité, sachant que le barrage risquait de céder à cause des crues en prévision, car en effet, des pluies diluviennes s'abattent sur la région et le 26 mai, la Garonne déborde. Mais évidemment, tout ceci n'est qu'une supposition qui impliquerait que le sabotage du barrage a bien arrêté la centrale indirectement et cela jusqu'au début du mois de juin, soit une vingtaine de jours. La baisse des eaux, provoquant la remontée des nappes phréatiques, a fissuré le canal d'amenée. Les travaux de réfection, qui se déroulent pendant le mois de septembre 1991, nécessitent la vidange intégrale du canal. [*Golfech. Le nucléaire :...*]

- Le député Vert européen Gérard Onesta affirme quant à lui que son mouvement est tout à fait étranger au sabotage du barrage de Malause. En revanche, il se permet d'orienter les recherches de la police. *“Avant tout, je tiens à rappeler que les Verts sont, de par leur statut, opposés à toute action violente. Tout ce qui peut ressembler à du terrorisme n'est pas vert. J'ignore qui a pu commettre cet acte. Mais j'imagine que face à la bêtise humaine incarnée par les nucléocrates, obstinés à entretenir un outil débile, certains ont des réactions violentes. Je désapprouve mais je redoute fort que cette action ne soit pas la dernière. On nous dit que la centrale de Golfech est bien gardée. Pourtant, les Verts bordelais ont démontré il y a quelques jours que ce n'était pas forcément vrai, en dérobant les clefs et les plans du site. Mais ce que je crains le plus, c'est un attentat contre le combustible qui, lui, circule par la route. Je ne pense pas que ce soit sur Toulouse qu'il faille orienter les recherches, mais bien à proximité de la centrale où les gens sont de plus en plus résolus à la violence”*. Journal de Toulouse du 15.05.1990.

L'action est revendiquée par “La joyeuse gaule d'Espalais” (Espalais étant un paisible petit village en aval du barrage). Communiqué extrait de *La Dépêche* du Tarn-et-Garonne du 16.05.1990.

« EDF ne manque pas d'air mais manquera peut-être d'eau. Golfech inaugurée pour l'anniversaire de Tchernobyl avec l'aval des gouvernants. Tous savent qu'il y aura des “incidents”, tous espèrent éviter l'accident. Peu importe que les populations périssent, pourvu que le nucléaire, que le profit se fasse. C'est le cynisme des puissants.

Alors, mourez tranquilles paysans, l'eau qui s'échappe du barrage n'est

pas pour vous, elle sera pour le cœur du réacteur quand vos récoltes crèveront. Et EDF qui arrose le Conseil régional ! Et il faudrait que nous supportions tout cela et que nous supportions aussi ceux qui nous demandent de supporter tout le reste... Alors courage, soyez méchants. Mieux vaut un pet dans l'eau que du césium dans les pruneaux. »

“La joyeuse Gaule d'Espalais”

Samedi 22 septembre - Lyon (69) : Colloque nucléocrate

Cernés par un important dispositif policier, 500 manifestants défilent dans les rues de Lyon pour protester contre la tenue, pendant cinq jours, du colloque nucléocrate ENC (European Nuclear Conférence – rencontre de scientifiques et d'industriels). Trente pays sont représentés. Les organisateurs ne cachent pas l'objectif de ces journées : *“L'enjeu d'ENC 1990 est de continuer à enraciner le nucléaire dans le monde”*.

En vue du colloque : *“plusieurs individus se sont regroupés pour exprimer leur colère, ne pas laisser totalement impunis les agissements mortifères des nucléocrates...”* (*Le temps des déchets* de l'“Association contre le nucléaire et

son monde”, mars 1991). Diverses actions sont menées contre les congressistes : des jets d’œufs – un autobus qui emmène des nucléocrates est stoppé, barbouillé de peintures et de slogan antinucléaires – un faux programme de sécurité signé EDF est placardé afin de cerner les besoins de la population en abris antiatomiques.

Vendredi 21 décembre - Golfech (82) : Coup bas... Golfech paralysé

Une semaine après le redémarrage de la centrale, nouvel arrêt brusque et inopiné... Un sabotage à l’explosif couche à terre le premier pylône de la ligne 400 000 V, à la sortie de la centrale de l’autre côté de la Garonne. Quelques écrous déboulonnés, trois charges de dynamite de plusieurs kilos et la structure métallique de 60 tonnes et de 50 mètres de haut s’écroule au sol. La centrale est stoppée immédiatement par un système de sécurité appelé “îlotage” qui met le réacteur en veilleuse automatiquement.

La presse met une fois de plus le paquet sur les risques que de tels actes font encourir aux populations.

Des réactions :

- Le journal *Libération* fait particulièrement remarquer qu’on est passé à côté d’un accident très grave, car l’îlotage ne se déclenche que deux fois sur trois. On peut expliquer le phénomène comme ça : la rupture de l’évacuation du courant produit par le réacteur amène automatiquement une descente des barres de sécurité dans le cœur du réacteur. Simultanément, plusieurs énormes groupes électrogènes, censés assurer le besoin en énergie de la centrale pour réaliser des fonctions diverses (refroidissement, désaccélération du turbogénérateur, etc.), se mettent en route. C’est, en cas contraire, lorsque les électrogénérateurs ne se mettent pas en route que tout semble devenir problématique... Le réacteur est stoppé pendant 15 jours.

- Cette action apparaît comme très populaire dans la région de Golfech, au point que la coordination “Stop-Golfech” juge compréhensible le sabotage du pylône : *“Les responsables de la centrale s’étonnent : Pourquoi Golfech ? Nous leur rappelons que ce projet fut imposé aux populations... Quand le respect de la démocratie est à ce point bafoué par l’Etat et le lobby nucléaire, il est compréhensible que des individus considèrent le sabotage comme le seul acte d’expression et de résistance possible”* (Sud-Ouest du 10.01.1991).

- Gérard Cazanova, le directeur régional EDF de la production et du transport chiffre un déficit de 1 million de Fr. [150 000 €] par jour d’arrêt. Le total des deux derniers sabotages (le barrage de Malause le 13.05.1990 et le pylône) coûte à EDF, donc aux contribuables, 1 milliard de Fr. [15 000 000 €]. Une bagatelle, une fois comparée à ce que nous coûte le programme électronucléaire.

- Quelques jours plus tard, le 31 décembre, EDF reçoit le soutien d’un de ses syndicats internes, la CFDT s’insurge en dénonçant de tels sabotages qui mettent

en danger la sécurité des installations (pas du personnel ?) et contribuent à créer un climat de psychose autour de la centrale.

Ci-dessous un article paru dans *Courant-Alternatif* en février 1991 :

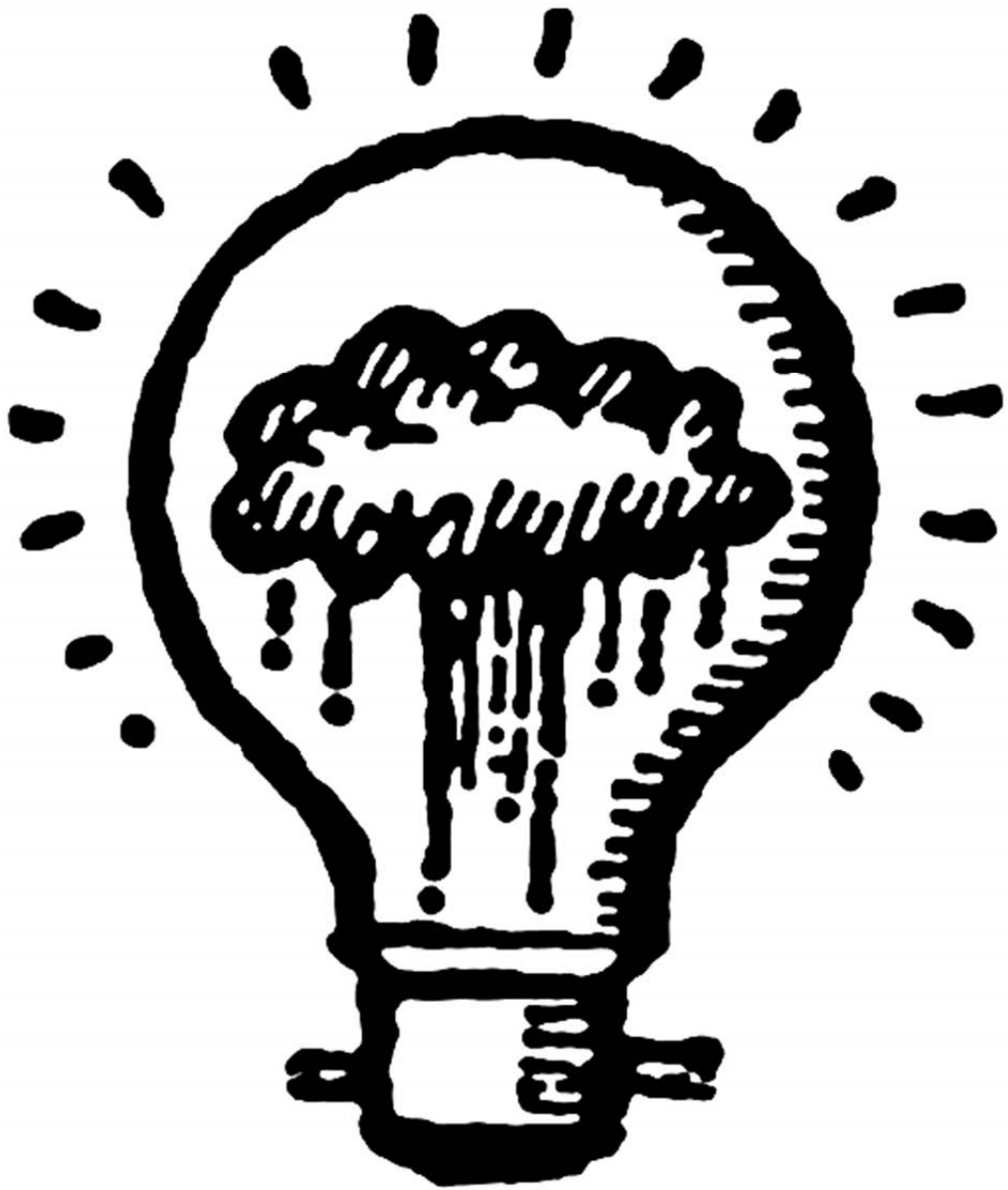
« [...] Cette action, non revendiquée mais qui parle d'elle-même, si elle n'entre pas directement dans la stratégie de terrain mise en place par la coordination Stop-Golfech, n'a pourtant pas été dénoncée, car face à l'arrogance des autorités... face à la politique de prise d'otages généralisée des populations, le sabotage reste une des défenses efficaces pour tous ceux que l'on opprime... Cette forme de lutte a pu se diversifier et faire reculer momentanément les dirigeants. Et ce n'est pas nous, libertaires, qui la critiquerons ! Sans en faire un leitmotiv ni être pousse-au-crime, le sabotage reste et restera une des composantes de la lutte de classe, comme la grève générale illimitée.

La centrale a de nouveau été couplée au réseau national le dimanche 3 janvier 1991, mais ce que l'on retiendra, c'est que pour une des premières fois une centrale nucléaire est stoppée grâce à l'action des antinucléaires et non du fait de défauts techniques. On n'oubliera pas non plus le délire des médias, de Libé au Canard, en passant par La Dépêche (torchon local du poupon Baylet), qui nous ont bassiné sur l'irresponsabilité des auteurs du sabotage qui aurait pu déclencher un syndrome chinois ou une autre catastrophe. Un discours particulièrement écœurant quand on sait que le rapport Tanguy prévoit un accident très grave dans les dix années à venir (pour des causes n'ayant rien à voir avec le sabotage) et que la toute nouvelle centrale de Golfech a déjà été arrêtée plusieurs fois du fait de ses propres anomalies. Un discours médiatique qui n'étonnera personne puisque, à genou devant le pouvoir, ils n'ont jamais laissé la parole aux antinucléaires et qu'ils persistent dans la désinformation. Mais pour une fois, leurs manœuvres n'ont pas eu les effets escomptés dans les populations. Après l'annonce du sabotage, on applaudissait et on riait bien dans nombre de chaumières et pas seulement chez les militants ! »

Mardi 25 décembre - Golfech (82) : Pression maintenue

Fausse alerte à la bombe à la centrale.

1991



Lundi 07 janvier - Tarn et Garonne (82) : Perquisitions

L'année commence par une série de perquisitions dans les milieux antinucléaires proches de la centrale, suite au sabotage contre le pylône le 22.12.1990. Aucune suite juridique aux interpellations.

Dimanche 25 août - Hautes-Pyrénées (65) : Sabotage contre une ligne THT

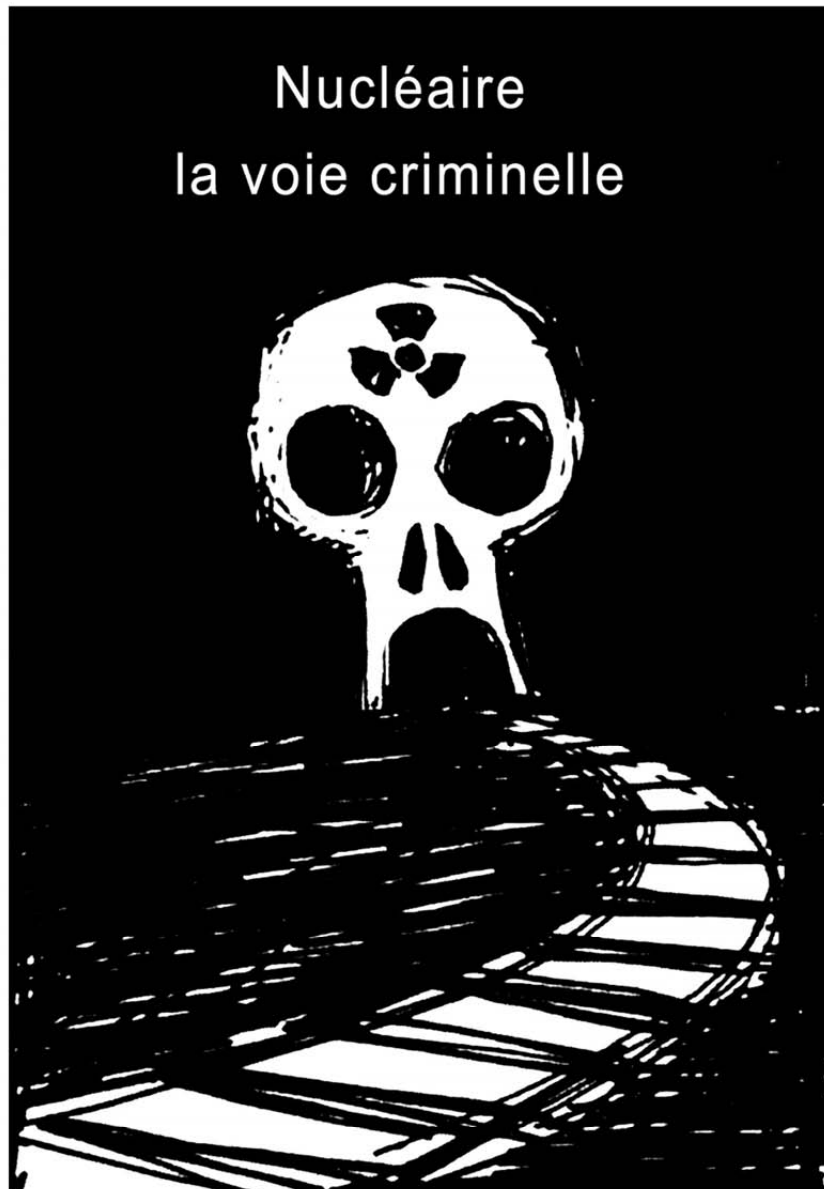
Un pylône de la ligne 225 kV reliant la France à l'Espagne sur le plateau de Saugue au dessus de Gédre est détruit à l'aide d'explosifs. La ligne est coupée pour une quinzaine de jours.

Mercredi 23 octobre - Montrejeau en Comminges (31) : Sabotage

Sabotage de la ligne THT Golfech-Cazaril-Lanemezan.

Cette fois-ci, ce sont deux pylônes soutenant la ligne de 400 kV qui sont détruits. Le courant est coupé pour environ un mois. Cette action intervient peu après la décision du tribunal administratif de Pau de mettre en délibéré la décision sur le projet de la ligne France-Espagne par le val Louron. En attendant la réponse du tribunal, les saboteurs veulent montrer qu'EDF aura du mal à imposer comme d'habitude son implantation de ligne. Un avis défavorable, bloquant momentanément la construction de la ligne est finalement rendu quelques jours plus tard.

1992



Jeudi 07 mai - Aude (11) : Un pylône ! Un !

C'est le Comité d'action viticole qui paye sa tournée dans le Minervois (région du Languedoc – Aude (11) et Hérault (34)). Après avoir endommagé une voie ferrée, le Comité s'en est pris à un pylône de la ligne THT 400 kV qui passe sur la commune d'Oupia dans l'Aude.

Mardi 30 juin - Civaux (86) : “Squat” de deux grues du chantier de la centrale

Trois membres de l'association agenaise “Planète en état d'alerte” occupent pendant trois jours deux grues sur le chantier du dernier réacteur national en construction à Civaux dans la Vienne²⁷.

[En janvier 1993, les quatre occupants (un est resté en soutien en bas de la grue) sont inculpés de violation de domicile après la plainte déposée par EDF. C'est la première fois qu'EDF engage une telle procédure suite à une action antinucléaire sur le site d'une centrale. Les inculpés se présentent quelques mois plus tard enfermés dans une cage chez le juge d'instruction de Poitiers. Ils passeront en procès en juin 1993²⁸.]

Dimanche 26 juillet - Belesta (66) : Jeux olympiques : le boycott d'EDF, un pylône au tapis

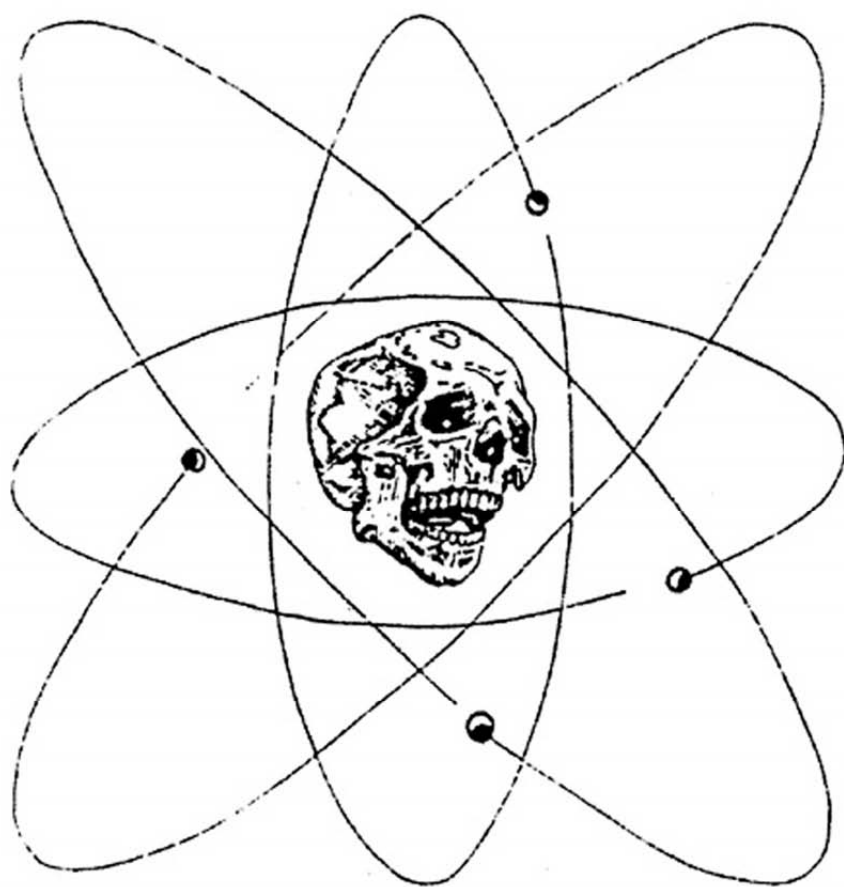
Sabotage à l'explosif contre un pylône de la ligne THT 400 kV reliant la France à l'Espagne. Le courant est coupé pour une quinzaine de jours. Il semble que cette action visait la cérémonie d'ouverture des Jeux. Le pylône situé dans les Pyrénées-Orientales à quelques kilomètres de la frontière s'est écroulé au moment même où le roi d'Espagne Juan Carlos déclare les Jeux ouverts à Barcelone. Le sabotage n'est pas revendiqué, l'important c'est avant tout de participer, comme le disait si bien Pierre de Coubertin !

²⁷ Les revendications, pour la plupart citoyennistes (débat démocratique, référendum), se trouvent à la page 437 du livre *Golfech. Le nucléaire : ...*

²⁸ **Juin 1993** - Verdict du procès pour l'occupation des grues du chantier de la centrale de Civaux. Les trois occupants des grues ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Poitiers à 15 jours de prison avec sursis et 13 000 Fr. [1 972 €] de dommages et intérêts. A noter les arguments du procureur comparant les inculpés à “de dangereux malfaiteurs, extrémistes et bolcheviques” aux pratiques indignes de bons pères de famille et d'un professeur laïc, contre des centrales qui ne sont pas des camps de la mort.

Le matin du procès, trois personnes (membres de Greenpeace) occupaient à nouveau une grue du chantier EDF. Les trois individu-e-s sont aussi condamnés à 15 jours de prison avec sursis et 7 000 Fr. [1 062 €] de dommages et intérêts au profit d'EDF. L'enjeu pour EDF était d'obtenir une condamnation pour violation de domicile en vue de confirmer une jurisprudence pour d'éventuelles nouvelles occupations de sites. [*Golfech. Le nucléaire : ...*]

1994



Mercredi 05 janvier - Paris (75) : Le député à un coup de sang : les antinucléaires perdent leur sang froid.

Devant l'entrée principale de la radio France-Inter où il va participer à l'émission "Le téléphone sonne", le député PS Christian Bataille (rapporteur de la commission parlementaire sur l'enfouissement des déchets radioactifs) est couvert de sang par des antinucléaires.

Samedi 30 avril - Golfech (82) : Sabotage contre le canal d'amenée de la centrale

« Née sous une mauvaise étoile, elle découvre ce samedi 30 avril que son canal d'amenée alimentant ses circuits de refroidissement "fait sous lui". Entre les communes de Malause et Pommevic à l'endroit même où la rivière Saudèze croise souterrainement l'infortuné canal. Le week-end imposant sa léthargie officielle, c'est le mardi que les responsables de la direction régionale Production / transport Aquitaine se pointent, avec le sous préfet de Castelsarrasin. La fuite est estimée à 7,3 m³/s et arrose grassement et gratuitement la peupleraie en contrebas. Aucune construction n'est menacée par l'inondation. Des habitants de Malause déclarent avoir entendu, peu avant 5 heures du matin le samedi, une forte explosion [...]

Le samedi 14 mai, *La Dépêche* dans un petit article au titre triomphant annonce : "les brèches enfin colmatées!". Il s'agit de la disparition mystérieuse (texto !) de trois plaques métalliques utilisées lors des opérations d'assèchement de l'ouvrage placé à l'aplomb de la rivière Saudèze qui passe à cet endroit dans un aqueduc souterrain. C'est la pose d'une bache de 300 m² empruntée à la centrale d'Albi qui a donné les premiers résultats positifs. Encore un week-end au milieu

de cette belle histoire à suspens, et lundi les experts pourront se glisser en pantoufles dans le tunnel. On saura enfin si c'est une colonie de castors qui est à l'origine de tout ce bazar. Ou bien une malformation congénitale du génie civil. A l'heure actuelle le coût de toutes ces opérations de colmatage et de réparation s'élève à 3 millions de francs [455 235 €]. Quand à la perte d'exploitation de la centrale hydraulique elle est estimée à environ 5 millions de francs [758 725 €]. N'ayant pas de taupes dans les "milieux autorisés", c'est seulement le samedi 13 août de la même année (tout de même !) et par la presse, que nous apprenons les conclusions provisoires de l'expertise : "Des charges d'explosifs – qui auraient pu être soutenues par des étais de maçonnerie – placées sous le canal dans l'aqueduc souterrain, auraient pulvérisé les plaques d'acier obstruant le système de vidange". Cette action n'ayant pas été revendiquée, la presse locale pose les questions : "qui a pu se livrer à un tel acte de vandalisme et surtout pour quelle raison ? Pourrait-il y avoir un lien avec l'attentat qui avait endommagé le barrage de Malause en 1990 ? »

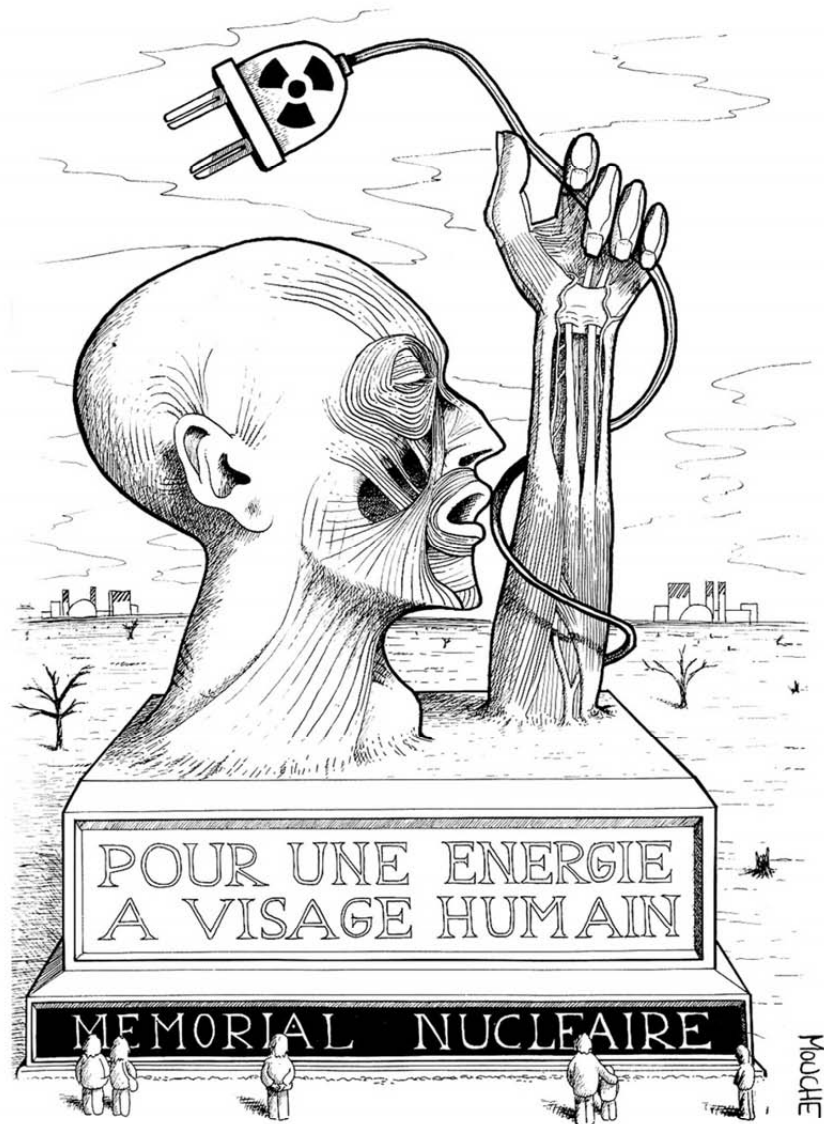
A la tête de la SRPJ de Toulouse, James Bonde le bien nommé saura-t-il obstruer efficacement la fuite

énorme de matière grise qui
s'écoule encore par le fond de ce ca-
nal historique pour se perdre dans

un aqueduc souterrain vidangé de
l'imaginaire ?

Professeur Tournesol

1995



Samedi 21 octobre - Verfeil (31) : Sabotage contre le poste de transformation THT

02h30 : Quatre recharges de camping gaz et un chiffon enflammé, l'action contre le local technique du centre de transformation ne fait que peu de dégâts. (Contrairement à la première action contre ce poste de transformation la nuit du 08 et 09.11.1981 Cf. chronologie dans la brochure *Actions directes contre le nucléaire et son monde*, volume 1)

Le sabotage est revendiqué quelques jours plus tard par les “Brigades punitives”, groupe auquel on attribue des coups de feu (08.10. et 12.11.1993) contre la maison d'un transporteur de presse toulousain acquitté après qu'il eut tué un cambrioleur, et un incendie (14.11.1993) détruisant un atelier mécanique de la gendarmerie dans le quartier Empalot à Toulouse.

Après ces actions et suite à d'autres affaires de vol, les deux frères Philippe et Claude B. sont incarcérés en juillet 1994 et condamnés en janvier 1996 respectivement à deux et cinq ans de prison ferme. Ils ont toujours niés leur participation aux “Brigades punitives”, et pour cette action, ne pouvaient être en aucun cas à la fois à Verfeil et enfermés à la prison Saint-Michel.

1996



Mercredi 08 mai - Golfech (82) : Occupation (bis) d'une tour de refroidissement de la centrale

EDF était prévenue... En laissant redescendre impunément sans encombre les “squatteurs” de la tour une première fois le 10 juin 1989, l'entreprise s'exposait à une nouvelle tentative.

Trois membres de “VSDNG” et du “Collectif Paix de Bazens” ont attendu que les vigiles s'endorment devant le match de foot à la télé pour perpétuer leur acte de malveillance : l'escalade de la face cachée de la tour de la tranche 1 en fonctionnement. Le camping dure trois jours entre vapeurs d'eau chaude et vents froids du nord. EDF porte plainte pour violation de domicile et contribue de ce fait à porter le débat sur le nucléaire dans le domaine public.

Les militants en soutien devant la centrale sont tous interpellés par la gendarmerie qui vérifie leur identité avant de les relâcher.

[Le 20 novembre, après la plainte d'EDF, le Tribunal de Grande Instance de Montauban met les trois alpinistes en examen (inculpation) pour “avoir pénétré sans autorisation sur un terrain classé défense²⁹”. Civil, le nucléaire ? Leur mise en examen arrive alors que plusieurs sympathisants de Stop-Golfech reçoivent la visite de gendarmes sous prétextes divers. Une tentative de déstabilisation du mouvement, manœuvre classique de la gendarmerie qui a surtout pour effet de resserrer les liens entre les antinucléaires, déjà fort habitués à ce style d'intimidations.]

²⁹ Le 24 au matin, deux jours avant le procès, les trois compères inculpés s'élèvent et s'arriment sur une grue située malencontreusement au dessus du tribunal en réfaction. Une banderole est déployée : “Où est le crime ?” L'action est menée conjointement par “VSDNG” et les groupes toulousains des “Amis de la Terre” et de “Planète en Danger”. Des individus “inorganisés” s'y associent naturellement. Une pyramide de bidons aux sigles radioactifs est montée sur la place du Coq devant le tribunal, et le week-end commence frisquet. La population montalbanaise amusée vient voir l'attraction, la sortie du dimanche est antinucléaire. [*Golfech. Le nucléaire :...*]

Pour une description du procès et du procès en appel (qui a lieu le 22.10.1998), Cf. respectivement pp. 510-511 et pp. 519-520 in *Golfech. Le nucléaire :...*

POUR CONCLURE CETTE BROCHURE, VOICI DEUX TEXTES CRITIQUES QUI RESUMENT ASSEZ BIEN CE QU'EST DEVENU L'OPPOSITION AU NUCLEAIRE ET SA "FIN". BREF EN DEUX MOTS : LA "DEFAITE".

« Si réclamer quoi que ce soit à l'Etat est dérisoire, puisqu'il ne recule jamais que là où l'on sait exiger avec assez de force, réclamer un "avenir sans nucléaire" est doublement illusoire, alors que l'avenir est d'ores et déjà nucléarisé, ne serait-ce que par les stocks de déchets entassés pour l'irradiation des prochains siècles. Le seul réalisme serait bien sûr, après l'arrêt immédiat de toutes les centrales, de parvenir à limiter et à contrôler les dégâts déjà faits, pour restaurer progressivement des conditions de vie où l'on n'ait plus besoin d'apprendre à compter les becquerels. On nous dira que tout cela est impossible dans la société telle qu'elle est. C'est dire que le réalisme est impraticable dans cette société : il s'agit donc de la renverser. Et précisément parce qu'aujourd'hui le minimum est une tâche immense, les moyens employés doivent rompre avec toutes les illusions des protestations manipulées, où une foule inorganisée suit passivement des organisateurs irresponsables, toujours prompts à négocier leur trahison pour un poste ministériel ou une sinécure au Parlement européen. Car ceux qui ne seraient pas capables de s'affranchir dans leurs luttes de toute direction ou contrôle extérieur ne sauraient certainement pas prétendre participer à délivrer la société de pouvoir extérieur aux individus dont la foi nucléaire est la forme ultime. »

(Extrait d'un texte diffusé par des membres de "l'Encyclopédie des nuisances")

Dimanche 04 mars 1990 - Golfech (82) : Rassemblement-carnaval devant la centrale

« Vous y avez déjà été ! Depuis 1975 ou 1980, etc., ou jamais. On ne peut compter que sur vous qui osez encore vous battre. Parce que nous voulons que cette manifestation soit la force de la vie, de l'invention contre les mastodontes bardés de certitudes et de barbelés, on a mis cette manifestation sous le signe du carnaval, au sens fort du carnaval. La fête populaire contre les puissants. » ("VSDNG" [Vivre Sans le danger Nucléaire de Golfech], février 1990).

Ci-dessous le témoignage amer d'un gugusse présent au "carnaval" :

« Environ 2 000 à 3 000 personnes se sont rassemblées devant les grilles de la centrale. Soucieux d'éviter tout débordement, les organisateurs (Stop Golfech) ont préparé ce rassemblement de façon à ne laisser aucune place à une éventuelle expression spontanée et encore moins violente. Le rassemblement est donc appelé à se tenir dans la joie et la paix. La forme

carnavalesque, quelques chars décorés et quelques gens déguisés donnent l'illusion que la fête est de la partie. Fête ou enterrement ? Nous assistons à des antinucléaires qui se trimbalent de droite à gauche pour participer à des activités. Ici un STOP écrit en chaîne humaine pour la photo aérienne de la famille. Là, du théâtre, de la musique, des jongleurs et pour finir un tribunal des flagrants délires, sorte de podium où des acteurs jugent et condamnent EDF mais où les spectateurs antinucléaires tournent le dos à la centrale plutôt que d'y faire face. Tout cela se veut très symbolique et c'est réussi. C'est à cette occasion que l'attention se tourne vers un "provocateur" honni de tous qui provoque effectivement les forces de l'ordre, dont la présence n'est d'ailleurs pas une provocation. Après ce bref instant de flottement, voilà une dernière animation du groupe toulousain Planète en Danger, qui crée, pour l'occasion, un poème et un grand cheval de fer (symbolique de l'échiquier, avec donc le cheval, les tours de la centrale et nous-mêmes qui sommes les fous). Fallait y penser. L'après-midi tire sur sa fin, on file le rifle au Roi Vaval et tout le monde rentre chez soi, satisfait d'une journée bien remplie, la conscience tranquille ou la haine refoulée qui fait des nœuds au ventre. Quelques années auparavant, une autre époque, les manifestants prennent ce jour-là le site d'assaut et affrontent la police d'Etat jusque tard dans la nuit. Le mouvement antinucléaire exprime sa révolte et sa colère, la fête est là réellement et toute aussi impuissante. Aujourd'hui la magouille politique a remplacé la sincérité. Un Waechter ou un Juquin valent mieux qu'une station météo décanillée ou qu'un grillage cisailé. Les centrales vont fleurir ».

Toulouse, mars 1990

“Samedi 23 janvier 1988

**Perturbation d'un colloque d'intérêt général
officialisant la possibilité d'accident nucléaire
grave en France.**

IL Y AURA
TOUJOURS DES
MECONTENTES
... ..

Salle du Trianon, sur les lieux du colloque,
on s'apprête à sabrer le Champagne ;
certainement avec la sensation d'avoir réussi
une opération médiatique quelque peu périlleuse.
D'ailleurs, quelques « malandrins » obligent
les derniers participants à se retrancher derrière
des portes closes et se livrent à un vandalisme
“puéril et incompréhensible”, sectionnent les
tuyaux d'arrosage pour inonder la salle, souillant
toasts et petits fours avec le sable de la Garonne et
se défoulent sur la voiture du responsable EDF,
brisant les vitres et crevant les pneus...
la fête se termine.”

... VOUS
REMARQUEREZ
D'AILLEURS QUE
CE SONT BIEN
TOUJOURS LES
MÊMES
□

anti-copyright,
photocopillage,
diffuse!



Grignoble / (St)-é, février 2008